

Chauvin - (Boulevard) (Indochine)

BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la 4^e Internationale)

N° 28

NUMÉRO SPÉCIAL

Prix : 10 Francs

PROJET DE THÈSE POLITIQUE GÉNÉRALE pour le 3^{me} CONGRÈS du P.C.I.

Présenté par les camarades : Marin, Tanguy, Privas, P. Frank, Raou
Deschamps, Rodier, Janson, Maurin, Lambert

I. — LA SITUATION INTERNATIONALE.

La fin de la deuxième guerre mondiale.
Les U.S.A.
L'U.R.S.S.
U.R.S.S.-U.S.A.
Le prolétariat international et la montée révolutionnaire.
Caractéristique générale de la situation.
Les forces de conservatisme social.
Grande bourgeoisie et petite bourgeoisie.

II. — LA SITUATION EN FRANCE.

La situation économique du capitalisme français.
Le prolétariat.
La petite bourgeoisie.
Perspectives.
Nos mots d'ordre.

III. — LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE.

Formation des cadres.
La lutte contre le centrisme.
Prolétarianiser le parti.
Vers la jeunesse prolétarienne.
La conquête des masses.

« Nous vivons à une époque de liquidation générale du Marxisme dans les sommets officiels du mouvement ouvrier. Les préjugés les plus vulgaires servent actuellement de doctrine officielle aux chefs politiques et syndicaux de la classe ouvrière française. Au contraire, la voix du réalisme révolutionnaire résonne dans cette acoustique artificielle comme la voix du « sectarisme ». Avec d'autant plus d'insistance faut-il répéter et répéter les vérités fondamentales de la politique marxiste devant l'auditoire des ouvriers avancés. »

L. TROTSKY — 10 juin 1936.

La présente thèse s'appuie sur la thèse adoptée par la majorité du précédent congrès du P.C.I., en février 1946 et sur la résolution de politique générale adoptée par la conférence mondiale de la IV^e Internationale (mars-avril 1946) ; par suite, certains points ne seront que succinctement traités dans cette thèse, où nous avons cherché à développer plus particulièrement les points sur lesquels l'expérience des mois passés et les tâches qui se posent au parti ont montré qu'il y avait lieu d'apporter des éclaircissements et une étude plus approfondie.

Ce texte se divise en trois parties principales :

- I. La situation internationale ;
- II. La situation française dans le cadre de la situation internationale ;
- III. La construction du parti révolutionnaire en France.

Il est impossible d'élaborer une politique « nationale » ; toute notre politique en France dépend de la situation mondiale et c'est une analyse rapide de celle-ci qui sera à la base de ce texte.

I. — La situation internationale

A) La fin de la deuxième guerre mondiale et les grandes puissances.

Un an après la fin des hostilités et après une défaite militaire sans précédent de l'impérialisme allemand et la capitulation de l'impérialisme japonais, les vainqueurs non seulement ne parviennent pas à établir une paix avec les pays vaincus, mais se heurtent les uns aux autres sur toute une série de questions graves ; déjà pointe la menace d'une troisième guerre mondiale dont les principaux protagonistes seraient, d'une part les Etats-Unis appuyés par la Grande-Bretagne et, d'autre part, l'Union soviétique.

1) Les Etats-Unis.

L'impérialisme américain sort grand vainqueur de cette guerre. Son appareil de production s'est développé de façon gigantesque. Il a porté son expansion sur tous les autres continents du globe : Europe, Afrique, Asie, Australie, tant aux dépens de ses ennemis vaincus que de ses « alliés » vainqueurs.

Dans sa lutte pour l'hégémonie mondiale, l'impérialisme américain ne peut résoudre aucune contradiction, l'aide américaine aux impérialismes secondaires a des résultats profondément contradictoires ; elle apporte un peu de sang neuf dans l'économie de ceux-ci, mais, en les subordonnant, elle approfondit, en définitive, leur crise.

Toutes les contradictions mondiales se trouvent absorbées dans l'économie

américaine et rendent plus explosives les manifestations de la lutte de classe dans ce pays ; et réciproquement, les crises de l'impérialisme américain ont et auront des répercussions décuplées sur le reste du monde.

Les subventions et emprunts que les Etats-Unis font à présent sont avant tout dictés par des raisons de diplomatie et de stratégie, à la manière des nombreux emprunts à fonds plus ou moins perdus accordés au lendemain de la première guerre mondiale par l'Angleterre ou la France aux pays de l'Europe centrale ou balkanique afin d'assurer le maintien d'un cordon stratégique autour de la Russie soviétique. Les emprunts actuels sont de dimensions très réduites, et comportent en outre des clauses et des garanties qui hypothèquent lourdement l'avenir des nations emprunteuses. Jusqu'à présent, aucun de ces emprunts n'est de nature à remettre en marche l'économie de ces Etats, comme ce fut le cas pour les plans Dawes et Young qui suivirent la débâcle révolutionnaire de 1923 en Allemagne ; les emprunts actuels — par leurs dispositions — ne sont qu'une bouffée d'oxygène apportant une ranimation partielle et ne retarderont que d'une courte durée les crises qui menacent ces Etats et contribueront en définitive à les aggraver.

2) L'Union soviétique (1).

L'U.R.S.S. est sortie vainqueur de la guerre, d'une part en raison de son système social et d'autre part en raison des antagonismes interimpérialistes qui lui ont permis de bénéficier d'un appui matériel des Etats-Unis et de l'Angleterre.

L'U.R.S.S. est devenue la seconde puissance du monde. Son expansion s'étend sur une moitié de l'Europe et sur de vastes territoires asiatiques. Mais cette expansion territoriale n'est qu'un aspect d'une situation fort complexe.

La guerre a, certes, entraîné l'industrialisation de nouvelles régions du centre de l'Asie, mais elle a en même temps porté les coups les plus rudes à l'économie soviétique, aggravant la disproportion entre ses forces productives et celles de l'impérialisme américain. La fin de la guerre a placé l'U.R.S.S. dans une situation plus difficile politiquement, en ne lui permettant plus de jouer aussi largement qu'avant 1939 sur les rivalités interimpérialistes, et en l'obligeant à trouver des capitaux énormes pour le relèvement de son économie. Or elle se voit dans une situation immédiate rendue plus aiguë par l'absence presque complète d'échanges commerciaux en dehors du pillage et des trocs auxquels elle se livre dans les pays occupés par l'Armée rouge.

La dégénérescence de l'U.R.S.S. s'est accentuée au cours de la guerre, ainsi qu'en témoignent de nombreux faits : en premier lieu des aspects révoltants de l'occupation de l'Armée rouge ; ensuite l'accroissement des privilèges bureaucratiques, les nombreuses mesures de réaction politique (développement de la caste militaire, nationalisme et chauvinisme ; appui à l'Eglise, etc.) ; enfin les interventions de la diplomatie soviétique, jouant le jeu de puissance au détriment des petites nations.

Parce que l'U.R.S.S. sort apparemment grandie à l'échelle mondiale, tan-

dis qu'elle se trouve réellement dans une situation économique et politique beaucoup plus difficile, la bureaucratie soviétique semble aussi disposer d'un pouvoir renforcé ; en réalité, les contradictions sociales se sont accentuées, d'une part par le renforcement numérique et l'enrichissement des couches les plus privilégiées, d'autre part par un affaiblissement très sensible par rapport à 1940 du niveau de vie des masses soviétiques, tandis que des fractions importantes de celles-ci ont eu l'occasion, au cours de la guerre, de prendre contact avec les conditions d'existence des masses travailleuses en Occident. Les décisions des syndicats au sujet du nouveau plan quinquennal font appel pour une place plus grande aux produits de consommation en dépit des nécessités de la reconstruction.

Dans cette situation d'aggravation des contradictions et de polarisation sociale grandissante, les conséquences de la longueur du cours stalinien, c'est-à-dire la disparition d'une vie politique réelle des larges masses, la destruction de toute opposition constituée, la destruction physique de l'avant-garde, joueront incontestablement un rôle de frein. Par suite, on ne peut attendre en U.R.S.S. la concrétisation de l'opposition ouvrière dans des luttes et dans le développement du parti révolutionnaire avant que les luttes ouvrières dans d'autres pays aient pris une réelle ampleur.

3) U.R.S.S.-U.S.A.

Les Etats-Unis veulent exploiter les difficultés de l'U.R.S.S. pour briser l'économie planifiée et le monopole du commerce extérieur. Le gouvernement soviétique a recherché avant tout à s'assurer un glacis, à occuper des positions stratégiques pour résister à la pression militaire de ses alliés (Europe orientale, Iran, Mongolie extérieure, Chine).

L'Armée rouge contrôle environ la moitié du territoire de l'Europe. Dans les pays occupés, Staline, tout en laissant substituer des rapports bourgeois de propriété, par les réformes agraires et par des nationalisations s'est efforcé de détruire le pouvoir des couches les plus hostiles à l'Union soviétique.

Les nationalisations auront, en outre, pour effet de chasser de ces pays les capitaux anglo-français ou américains investis massivement. La conclusion de traités de commerce bi-latéraux et la formation de sociétés à capitaux mixtes (russo-roumain, par exemple) liaient encore plus étroitement l'économie des pays du glacis à celle de l'U.R.S.S.

Il s'agit donc pour les impérialismes anglo-américains non seulement de s'ouvrir les positions de l'U. R. S. S. mais encore de reconquérir les marchés perdus en Europe et en Asie.

Les Anglo-Américains se livrent à une pression diplomatique constante, utilisant l'arme financière (prêts ou refus de prêts) et les formations réactionnaires des pays occupés. La résistance de la bureaucratie l'amène à donner de plus en plus de pouvoir aux formations stalinienne y compris en employant la pression policière et militaire ouverte.

Dans leur lutte contre l'U. R. S. S. les Anglo-Saxons utilisent le chantage à l'unité économique allemande. Ils envisagent de créer une fédération allemande formée de plusieurs Etats sans puissance politique mais unis économiquement. Dans le cas de réalisation d'un tel plan, il ne pourrait s'agir que d'une étape transitoire car l'unité économique

doit nécessairement conduire à l'unification politique.

Dans l'élaboration de la paix, les antagonismes se manifestent non seulement sur les questions territoriales (Trieste) mais aussi sur les questions économiques. Le heurt sur les réparations exprime simplement le fait que les impérialistes ne veulent pas, d'une façon détournée, aider au relèvement de l'U. R. S. S. sans contre-partie politique.

Le conflit U. R. S. S.-U. S. A. pousse implacablement vers la guerre mondiale. Un seul obstacle s'y oppose : la puissance du mouvement ouvrier mondial. La guerre contre l'U. R. S. S. ne pourrait être à l'ordre du jour qu'après une défaite profonde du prolétariat dans une série de pays.

B) Le prolétariat international et la montée révolutionnaire.

La deuxième guerre mondiale par ses destructions, les souffrances, les misères qu'elle a suscitées et par l'ébranlement de l'appareil d'Etat de classe dans de nombreux pays a provoqué une énorme accumulation d'énergie révolutionnaire qui libérera au cours d'une série de luttes grandioses et une radicalisation des masses qui s'est déjà exprimée dans une série de combats à l'échelle mondiale.

1) Aux Etats-Unis.

Dans ces derniers mois la vague gréviste aux U. S. A. a atteint une ampleur exceptionnelle et une acuité extrême avec la grève de courte durée des cheminots. Elle a créé de réelles difficultés à la bourgeoisie américaine dans son effort pour la reconversion de l'industrie de guerre en industrie de paix.

Ces grèves se sont terminées le plus souvent par des succès importants.

La mise en avant de revendications telles que l'ouverture des livres de comptes concrétise la progression rapide de la classe ouvrière américaine. L'intervention directe de l'Etat qui, abandonnant le masque d'apparente neutralité du règne de Roosevelt, est intervenu de tout son poids aux côtés des patrons a donné un caractère politique accusé à ces grèves. Elle contribue à hâter l'évolution de la classe ouvrière américaine qui, dépassant un stade encore trade-unioniste dans lequel elle soutenait le parti bourgeois le moins réactionnaire, commence à s'affirmer en tant que classe dans la lutte politique : candidatures des dirigeants syndicaux aux dernières élections. Cette évolution met à l'ordre du jour la création d'un Labour Party américain basé sur les organisations syndicales.

Toutefois les énormes ressources de l'impérialisme américain lui permettent des concessions qui sont impossibles aux bourgeoisies européennes.

2) Extrême-Orient et Colonies.

La période qui a séparé l'écroulement du Japon et l'installation des anciens maîtres impérialistes a vu naître ou se développer en Indochine et en Indonésie des mouvements anti-impérialistes d'indépendance nationale d'une extrême importance. La lutte active des masses leur a donné un incontestable caractère de révolution prolétarienne. C'est ainsi

(1) Conformément à une décision du C.C., une thèse spéciale sera consacrée au problème de l'U.R.S.S.

que se sont constitués de fortes milices ouvrières et paysannes et sous le nom de comités du peuple, de véritables soviets.

Dans le même temps s'établissait un gouvernement dirigé par Ho-Chi-Minh composé de stalinien en majorité et de nationalistes bourgeois. Ainsi prenait naissance une véritable dualité de pouvoir. La volonté des staliniens de contrôler étroitement le mouvement, leur désir de préparer les conditions propres à négocier un marchandage avec l'impérialisme français se traduisent par un effort continu pour retirer tout pouvoir réel aux comités du peuple.

L'isolement de la révolution indochinoise renforce évidemment le gouvernement Ho-Chi-Minh et la tendance au compromis avec l'impérialisme.

La participation active de l'impérialisme britannique à la répression contre l'Indochine s'explique par le danger de propagation révolutionnaire aux Indes britanniques. En effet les mouvements de grèves répétés, les grandes manifestations, les heurts avec la police sont l'expression de la profonde volonté de libération nationale et sociale du peuple hindou.

De même dans le Proche-Orient comme dans tous les pays arabes sous des noms divers s'exprime une volonté identique.

En Algérie le massacre préventif du Constantinois où 40.000 indigènes périrent victimes d'une provocation de l'impérialisme français est un indice de la tension révolutionnaire confirmée lors des dernières élections par le nombre extrêmement important des abstentionnistes (directives du P. P. A.) et le succès remporté aux dépens du P. S. et du P. C. F. par les Amis du Manifeste.

3) En Europe.

Sur cette courbe générale de montée du mouvement révolutionnaire, qui reste la base essentielle de notre stratégie pour toute une époque historique, se produisent des variations de pente, des paliers et des descentes partielles. L'appréciation juste en est nécessaire pour déduire de notre ligne stratégique générale les modalités tactiques appropriées à un moment donné, dans chaque pays.

Des élections viennent d'avoir lieu dans toute une série de pays d'Europe (Belgique, Hollande, Tchécoslovaquie, Italie, France, etc...) qui permettent de constater, à côté de particularités pour chacun de ces pays, un certain nombre de traits identiques qui caractérisent essentiellement la présente étape de la façon suivante :

a) La première vague révolutionnaire de la période dite de « Libération » a été terminée sans que nulle part le régime capitaliste ait été directement mis en danger, sans que la conquête du pouvoir ait été mise en avant par un parti révolutionnaire. Cependant cette première vague de lutte a entraîné la destruction d'un certain nombre de forces réactionnaires :

Chute des monarchies (Yougoslavie, Bulgarie, Italie), affaiblissement des régimes dictatoriaux qui subsistent (Turquie, Espagne, Portugal).

b) Dans la plupart des pays, un échafaudage étatique bourgeois a été installé à la hâte, tandis qu'avec l'aide des organisations ouvrières, la bourgeoisie (sauf en Grèce où il fallut l'appui de l'armée anglaise), parvenait à liquider les comités et les milices populaires.

c) Presque partout, la bourgeoisie a gouverné au moyen de gouvernements de collaboration de classes, c'est-à-dire de gouvernements de coalition entre les partis bourgeois et les partis ouvriers. La formule la plus typique est celle du tripartisme en France, la coalition étant sensiblement assurée par parts égales entre le parti socialiste, le parti communiste et un parti catholique se réclamant de tendance démocratique et sociale ; les anciennes formations bourgeoises d'avant guerre ayant généralement disparues.

d) Depuis plusieurs mois, nous assistons à un piétinement dans le développement de la situation. Dans tous ces pays, face à la classe ouvrière, la bourgeoisie se maintient non par ses propres forces, mais à travers l'emprise des partis ouvriers trahisseurs qui empêchent les masses travailleuses d'entrer en lutte.

Ce piétinement n'exprime pas du tout une stabilisation des rapports sociaux, de la démocratie parlementaire et de l'état bourgeois.

Dans chacun des camps, on assiste à une certaine polarisation vers la droite dans le camp bourgeois, vers la gauche dans le camp ouvrier.

e) On assiste depuis peu dans un certain nombre de pays, à un renouveau de luttes économiques qui semblent être l'amorce d'une nouvelle poussée des masses.

C) Deux après-guerres

1917-1923

1943-19...

La première guerre impérialiste s'est transformée en guerre civile qui a abouti à une révolution prolétarienne triomphante dans un secteur, parce qu'il y avait un parti révolutionnaire.

Mais cette poussée révolutionnaire n'a eu qu'une ampleur limitée dans le monde. Des continents entiers (Amérique, Afrique, Australie) n'ont été que peu ébranlés. Les pays vainqueurs de l'Europe occidentale ont réussi rapidement à rétablir un équilibre social dans le cadre de la démocratie parlementaire.

La seconde guerre impérialiste, tout comme la première, a donné naissance à des guerres civiles dans toute une série de pays. Dans la première vague de la crise révolutionnaire qui a marqué la fin de la seconde guerre mondiale, on a vu les travailleurs lutter non seulement pour leurs libertés démocratiques, mais contre la propriété capitaliste et donner à cette lutte des formes d'organisations soviétiques ou apparentées à la forme soviétique.

Ce qui différencie la période présente de la période qui marque la fin de la première guerre mondiale est effectivement dû à l'état du facteur subjectif.

En 1917, sur le point le plus faible de la chaîne capitaliste, le parti révolutionnaire le plus trempé que l'histoire ait connu, réussit à prendre le pouvoir. Cette victoire fulgurante va, en moins d'un an, donner une impulsion formidable à la révolution prolétarienne dans le monde entier. Mais les forces de la bourgeoisie, beaucoup moins atteintes qu'à l'heure présente, réagissent et, après Octobre, la crise révolutionnaire va connaître une succession de défaites, jusqu'à son effondrement en 1923, en Allemagne, après plusieurs vagues de combat. (Allemagne, 1919-1921-1923).

La crise révolutionnaire engendrée

par la seconde guerre mondiale est d'une profondeur et d'une extension bien supérieures à celle des années 1917-1923; cette dernière n'a fait qu'effleurer les pays vainqueurs et que toucher les pays coloniaux, alors qu'aujourd'hui il n'est pas une seule région du globe qui n'en soit largement atteinte.

L'absence de partis révolutionnaires forts a favorisé les manœuvres combinées du capitalisme et des directions ouvrières qui sont parvenues jusqu'à présent à arrêter la première vague des masses. Mais ce premier succès du capital n'a nullement épuisé les ressources révolutionnaires ; il suffit de voir qu'en Grèce, où la saignée a été la plus forte, en quelques mois le mouvement a recommencé à prendre un essor.

De nouvelles vagues des masses sont inévitables ; dans l'état de faiblesse des partis révolutionnaires et avant que ceux-ci se renforcent et, dans une certaine mesure aussi, pour que ceux-ci se renforcent, la classe ouvrière fera encore des expériences coûteuses.

Dans les premières pages de la « Maladie infantile » Lénine remarquait qu'il avait été relativement facile de vaincre en Russie, mais que ce serait beaucoup plus difficile en Europe occidentale. Cette observation se vérifie à nouveau au cours de cette nouvelle période de flux révolutionnaire.

Bien qu'elle ne commence pas par une victoire éclatante comme en 1917, il dépend dans une grande mesure des sections de la IV^e Internationale, à condition de ne pas céder à l'impressionnisme et à l'impatience, source d'opportunisme, et à condition de se servir justement et audacieusement du programme transitoire, fruit de l'expérience accumulée de 1917 à 1938, de mener cette nouvelle crise révolutionnaire à la victoire finale.

Contre le révisionisme.

La fait que la seconde guerre mondiale ne coïncide pas avec le schéma de la première ou avec les images d'Épinal qui en ont été faites, la lenteur de la maturation de la crise révolutionnaire, les difficultés de développement de nos organisations en partis de masse... tout cela a engendré divers courants révisionnistes. Les uns prétendent que la faiblesse du facteur subjectif modifie le caractère de la situation objective, d'autres révisent l'appréciation générale de la période, d'autres, en fait, nient le caractère révolutionnaire de toute notre époque et transforment les mots d'ordre transitoires en mots d'ordre d'un programme minimum réformiste. (« Les bases sociales de la révolution socialiste sont entrainées dans la décadence du système capitaliste », résolution de la minorité au 2^e Congrès du P.C.I.)

6) La situation internationale, à la suite de la deuxième guerre mondiale, a été caractérisée fondamentalement comme suit, par la majorité de l'Internationale et par celle du P.C.I. :

a) Aucune des contradictions qui ont provoqué le déclenchement de cette seconde guerre mondiale n'a été résolue ; les antagonismes subsistent ainsi que l'instabilité de la structure sociale ; le développement des forces productives à l'échelle mondiale est en contradiction avec les cadres de la propriété capitaliste, de l'état national et d'un marché de plus en plus rétréci.

b) La seconde guerre mondiale a eu, entre autres pour résultat de mettre fin à la période de réaction inaugurée avec la défaite allemande en octobre

1923, poursuivie par toute une série de lourdes défaites ouvrières — notamment la prise de pouvoir par Hitler en 1933 — et a ouvert une période de crise et de montée révolutionnaire ayant pour point de départ la chute de Mussolini.

Il ne s'agit pas pour nous de remettre en question notre programme, en raison des difficultés (qui sont d'un tout autre ordre que celles de notre mouvement international avant la guerre) mais d'examiner les raisons qui provoquent la lenteur du rythme des événements, les obstacles qui sont sur notre chemin.

D) Les forces de conservatisme social — Pourquoi un rythme si lent ?

En Allemagne, la capitulation sans combat des organisations ouvrières et leur destruction systématique depuis 1933, ainsi que les conditions matérielles lors de la défaite de l'impérialisme allemand ont privé ce pays des données matérielles et subjectives pour une grande poussée révolutionnaire; par suite, cette absence a pesé immédiatement sur tous les autres mouvements européens.

Le développement lent n'est certainement pas dû, dans la période présente, à l'existence de forces de résistance directes de la bourgeoisie. Tout au contraire, celle-ci a subi des défaites très lourdes.

Tout d'abord, le parti national-socialiste, la plus puissante machine de guerre contre le prolétariat que le capitalisme (le capitalisme allemand appuyé par tous les autres) ait créée et qui faillit venir à bout de l'Union Soviétique, est aujourd'hui détruit par la victoire militaire des alliés.

En Angleterre, la poussée ouvrière a éliminé du pouvoir cette force de réaction qu'était le parti conservateur. La crise à l'intérieur du parti conservateur exprime la recherche par le capitalisme britannique de nouvelles formes politiques pour résoudre ses difficultés.

La seule puissante force capitaliste dans le monde, c'est l'impérialisme américain. Mais lui-même est aux prises avec des mouvements de grève très puissants dans son propre pays. En outre, les soldats et marins américains qui devraient éventuellement être employés pour la répression, sont désireux d'être démobilisés très rapidement (manifestations). Le capitalisme américain aurait d'énormes difficultés pour opérer une répression ouverte contre des mouvements révolutionnaires.

Le capitalisme mondial a besoin de trouver dans la classe ouvrière elle-même des instruments de frein. En fait c'est dans la classe ouvrière elle-même que se trouvent les grands obstacles, les puissantes entraves à sa marche en avant : la social-démocratie et surtout les partis stalinien.

La Social-démocratie : La social-démocratie continue de jouer son rôle traditionnel d'agent du capitalisme dans les rangs ouvriers, mais elle le fait dans des conditions rendues beaucoup plus difficiles par suite du déclin accentué de ce régime. La social-démocratie s'appuie de plus en plus sur les impérialismes américain et anglais. Réciproquement, ces impérialismes et leurs agents

se sont abrités un peu partout en Europe derrière les organisations social-démocrates comme ligne de résistance contre une avance du stalinisme. Cette tactique du capital s'est notablement accentuée depuis l'arrivée au pouvoir du Labour Party qui a servi comme point d'arrêt du recul des partis socialistes devant la campagne des partis stalinien pour l'unité.

Le stalinisme : Mais le plus grand frein dans la classe ouvrière a été constitué par les partis stalinien qui, à l'heure actuelle, en Europe, exercent une influence décisive sur la majorité de la classe ouvrière dans les centres et régions industriels. Sans l'intervention des partis stalinien, la bourgeoisie par elle-même et même avec l'aide des partis social-démocrates, eût été totalement incapable de tenir tête à la classe ouvrière. C'est l'intervention des partis stalinien qui, dans la première vague de luttes d'après-guerre, a été décisive pour canaliser les grandes révoltes ouvrières, pour les empêcher d'aboutir, pour empoisonner la conscience de nombreux travailleurs et empêcher la formation de partis révolutionnaires de masses.

Quelles sont les bases qui ont assuré cette force d'intervention des partis stalinien ?

Les partis stalinien sont le produit de la transformation des sections de la 3^e Internationale depuis 20 ans, en organisations contrôlées par la bureaucratie soviétique.

De leur passé, ils ont pu usurper auprès des masses le prestige de la Révolution d'Octobre et le crédit acquis par le dévouement et l'activité de milliers d'ouvriers révolutionnaires ; à ce titre auprès de larges couches de travailleurs inéduqués, ils passent, indépendamment de leurs positions actuelles, pour des partis révolutionnaires, en opposition aux partis réformistes de la social-démocratie. Ce prestige a été renforcé au cours de la guerre par les nombreux sacrifices de militants des partis communistes et par les victoires de l'Armée Rouge, en notant toutefois que la présence matérielle de l'Armée Rouge a eu un effet absolument contraire.

Les bolcheviks-léninistes ont toujours insisté sur le fait que la politique des partis stalinien est déterminée essentiellement par les intérêts propres de la clique du Kremlin, mais qu'ils n'en doivent pas moins composer avec la volonté de leur base de masses. En raison de l'existence de l'U.R.S.S. et des ressources matérielles et idéologiques liées à celle-ci, ils disposent de possibilités d'action autonome beaucoup plus grandes que la social-démocratie qui ne repose au fond que sur les organismes prolétariens existant dans le cadre de la démocratie bourgeoise, conquis dans le passé et maintenus de plus en plus difficilement dans les conditions présentes du régime capitaliste.

Ces possibilités d'action sont assez grandes pour que, dans certains cas, les partis stalinien puissent aller jusqu'à s'opposer directement aux intérêts de leur propre bourgeoisie, sans qu'ils poussent toutefois la lutte sur un plan véritablement révolutionnaire.

Le stalinisme s'avère le plus grand frein de la classe ouvrière ; mais sa nature double s'est exprimée le plus clairement dans les pays occupés par l'Armée Rouge. D'une part, les gouvernements militaires soviétiques ont respecté

la propriété capitaliste, les institutions et les politiciens les plus réactionnaires, pourvu que cela entre dans les calculs de la diplomatie du Kremlin ; d'autre part, ils ont utilisé les mouvements de masse qui se sont produits dans la même période uniquement pour assurer la réalisation des desseins de la bureaucratie ; à aucun moment il n'a été question de stimuler ces mouvements pour qu'ils abattent le régime capitaliste.

Dans tous les pays qui sont, soit militairement occupés, soit contrôlés par la bureaucratie soviétique (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Allemagne orientale), l'action de celle-ci, aussi réformatrice qu'elle puisse être, considérée à la lumière de la réforme agraire qui est accomplie dans ces pays et des « nationalisations », n'a abouti nulle part à transformer par « en haut » le caractère de l'Etat bourgeois en Etat ouvrier.

Les « nationalisations » n'ont nulle part abouti à l'expropriation des capitalistes individuels et à l'étatisation et à la planification de l'économie.

Réalisées sur le principe de l'indemnisation (sauf pour les capitalistes qui ont « collaboré ») et du respect de la « personnalité indépendante » de chaque entreprise gérée par son administration, responsable seulement devant le gouvernement, et selon les principes d'une « entreprise commerciale », ces nationalisations n'altèrent pas fondamentalement le caractère bourgeois de l'Etat.

Leur but immédiat est de réaliser l'expropriation de certains groupements capitalistes hostiles à la bureaucratie soviétique, ainsi que du capital étranger, et de procéder d'autre part à une concentration industrielle et financière qui permettrait l'accroissement de la production et, à une étape ultérieure, un contrôle plus effectif de la bureaucratie soviétique sur l'économie « nationalisée ».

En procédant ainsi, la bureaucratie soviétique n'est pas guidée par la conception marxiste de l'Etat et de la révolution socialiste, mais poussée par sa nature et par ses intérêts de caste privilégiée, par son hostilité à l'action directe des masses et à leur contrôle effectif sur l'économie, contrôle qui préparerait le passage à la gestion effective de l'économie par ces masses.

La bureaucratie soviétique et stalinienne théorise cette action par la mise en avant de la conception menchevique d'un Etat intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, d'une « République populaire ». Reprenant la formule de la « Dictature démocratique des ouvriers et des paysans », les leaders stalinien tentent actuellement de répandre l'opinion que l'avènement du socialisme ne passera pas nécessairement par la lutte de la classe ouvrière contre les autres classes pour la destruction de l'Etat bourgeois et par la voie soviétique, mais que les nouvelles conditions créées par la guerre dans les pays contrôlés par l'U.R.S.S. permettent la transformation graduelle de l'Etat bourgeois en un Etat prolétarien.

Par suite de cette politique contradictoire, les bastions stratégiques édifés par le gouvernement soviétique pour assurer la défense du territoire contre des attaques militaires impérialistes introduisent un élément de perturbation dans le secteur planifié et peuvent fort bien devenir des bases de départ pour une action économique

contre l'économie planifiée de l'Union Soviétique au sein même de celle-ci.

Se basant sur les mesures progressives qui furent prises dans les territoires occupés par l'Armée Rouge, des conceptions plus ou moins conciliantes envers une théorie de la révolution bureaucratique ont été exprimées, notamment de la manière la plus affirmée au deuxième congrès du Parti, par la thèse Leblanc. Selon celle-ci, les capacités révolutionnaires du prolétariat sont quasiment épuisées et la base de construction du socialisme dans le monde, c'est objectivement l'Union Soviétique; dans cet Etat, la « classe » bureaucratique — quelles que soient ses tares et la doctrine qu'elle professe — a pour mission historique de construire le socialisme à l'échelle internationale. La révolution prolétarienne ne se trouve plus être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais de la bureaucratie; par suite, quoi que nous puissions en dire, les partis staliniens deviennent les instruments de réalisation du socialisme. A cette thèse de capitulation au stalinisme, Leblanc ajoute que plus tard, lorsque le socialisme ainsi réalisé aura considérablement développé les forces de production, il y aura la place pour une opération politique qui introduira de la démocratie dans ce régime socialiste. Ces conceptions sont éminemment antimarxistes, substituant l'action de la bureaucratie et de ses agents à celle de la classe, et ayant pour corollaire la négation du rôle du parti révolutionnaire et la liquidation de celui-ci.

Il faut ajouter un élément nouveau dans les partis staliniens, élément dont les conséquences se manifesteront d'autant plus nettement que la situation nationale et internationale exercera sa pression sur les partis staliniens. Cet élément est la pénétration de plus en plus grande de l'appareil d'Etat bourgeois par les partis staliniens. Les besoins de la bureaucratie de Moscou, le développement des partis staliniens et leur politique foncièrement opportuniste ont amené la participation des partis staliniens dans des gouvernements bourgeois et, par suite, leur participation à de nombreux organismes de l'Etat bourgeois (armée, police, rouages économiques, etc.). Dans la période actuelle, il apparaît que cette participation n'a eu que des conséquences à sens unique, les partis staliniens exploitant leurs positions au profit de la bureaucratie soviétique. Mais une telle intégration dans les appareils de l'Etat bourgeois ne peut manquer d'exercer une influence de ces Etats bourgeois sur les appareils mêmes des partis staliniens et d'y créer les conditions du passage de certains éléments au service direct de l'Etat bourgeois. Ce processus sera sans doute facilité par la dissolution formelle de la III^e Internationale et par le jeu trop savant de la diplomatie soviétique qui n'hésite pas à opposer les uns contre les autres des partis staliniens de différents pays (Italiens et Yougoslaves sur la question de Trieste; Français et Allemands sur la question de la Ruhr). De telles manœuvres ont leurs conséquences objectives, indépendamment des intentions de ceux qui les ordonnent.

LA FORCE DES PARTIS STALINIENS

Les effectifs des partis staliniens ont considérablement augmenté par rapport à la période d'avant-guerre. Au len-

demain de la première guerre mondiale dans la plupart des pays ce sont les partis sociaux-démocrates qui, malgré leur trahison de 1914, ont connu un afflux d'adhésions. A la suite de la deuxième guerre, les partis staliniens en ont été les plus grands bénéficiaires par suite du prestige conquis par l'Armée Rouge et l'U.R.S.S., l'occupation ayant en Europe dévié en partie les oppositions de classe dans la voie de l'Union sacrée et les partis staliniens s'étant fait les interprètes les plus conséquents de cette politique.

Les partis staliniens ont profité de la croissance de leurs effectifs et de leur influence pour pénétrer largement l'appareil de la bourgeoisie, non seulement ses parlements, municipalités et autres assemblées politiques mais encore son armée, sa police, son appareil administratif et économique. Les positions acquises sont mises à profit par eux pour surveiller et combattre leurs adversaires politiques, pour corrompre directement ou indirectement en utilisant des méthodes souvent identiques à celles des partis fascistes.

Les partis staliniens ont aussi largement pénétrés les organisations syndicales. Le dynamisme, l'action étroitement concertée de leurs militants leur ont donné face à leurs adversaires réformistes une grande supériorité dans la conquête de l'appareil. Pour maintenir leur domination ils n'hésitent pas à employer un chantage permanent à l'égard de certains éléments réformistes dont l'action sous l'occupation ne fut pas sans reproches; ceux-ci doivent par suite se faire les complices de leur manœuvres. Leurs positions acquises dans la classe ouvrière et en particulier dans l'appareil syndical sont utilisées par eux pour instituer une véritable terreur bureaucratique contre leurs adversaires qui va jusqu'à faire chasser ces derniers des usines et des entreprises.

Le Parti révolutionnaire voit donc se dresser devant lui cet immense appareil solidement installé dans l'Etat bourgeois et influençant de larges couches de la population. Mais pour bien comprendre le devenir de ces partis staliniens et nos propres possibilités nous ne pouvons limiter notre analyse à cette appréciation des positions acquises.

Il est bien évident pour nous que malgré la dissolution formelle du Komintern, la politique des partis staliniens est *fondamentalement* déterminée par les intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Ceci est un *caractère permanent*. Mais nous ne pouvons au risque de nous boucher toute compréhension de l'avenir du stalinisme nous contenter de répéter à l'instar de la presse bourgeoise, cette vérité première sans comprendre le *caractère nouveau* de la situation.

A aucune époque les partis staliniens n'ont pu *seulement* se préoccuper des intérêts de Staline. Il leur fallait encore pouvoir conserver leur influence, tenir compte de la croissance ou du recul éventuel du nombre de leurs adhérents ou de leurs sympathisants. Mais, comme l'expérience l'a montré, leurs possibilités de manœuvres étaient cependant considérables. Ce qui est *nouveau* et ce qu'il faut comprendre c'est qu'aujourd'hui ces possibilités se trouvent *considérablement limitées*:

a) Par l'élargissement de la base du stalinisme. Comme nous l'avons dit les

P. C. ont largement recruté dans des couches autres que leur base habituelle, la classe ouvrière. Leur politique leur a permis d'introduire dans leurs rangs de nombreux éléments qui voient par exemple dans le P. C. F. le meilleur instrument de la « grandeur » de la France. Ces éléments ont pris des postes très importants dans l'appareil. Les dirigeants staliniens ont d'ailleurs conscience du danger, de là l'effort constant en direction de la classe ouvrière et aussi la préoccupation de conserver une certaine proportion ouvrière et de vieux cadres dans les comités centraux. La présence des nouveaux éléments ci-dessus définis est un obstacle réel à des tournants politiques pouvant conduire à une opposition ouverte aux intérêts de la bourgeoisie nationale.

b) Par leur nouvelle politique de pénétration de l'appareil bourgeois. La nécessité de conserver ces positions limite aussi les possibilités de manœuvres. Dans les pays où les partis staliniens sont de grands partis de masse, leur passage dans l'opposition ne leur apparaît plus possible que comme de courtes étapes transitoires. Ils participent aux gouvernements tout en développant dans leur propagande une certaine opposition à ces gouvernements, opposition forcément limitée.

c) Par l'état d'esprit des masses. Les intérêts de la bureaucratie du Kremlin ou la nécessité de ne pas se couper de leur base ouvrière peuvent amener les P. C. à utiliser l'action des masses. Mais l'état d'esprit de celles-ci qui les amène à répondre d'enthousiasme à tout appel à l'action, les difficultés tout à fait réelles qu'auraient les P. C. pour contrôler étroitement des mouvements de grande importance et les possibilités non moins réelles qu'auraient ces mouvements de déborder les cadres staliniens obligent ces derniers à ne manier l'arme de la lutte des masses qu'avec une prudence cent fois plus grande qu'avant guerre.

Si nous voulons succinctement — nous y reviendrons dans le passage consacré à la situation française — concrétiser cette analyse par l'attitude du P. C. français, nous noterons :

a) L'effort constant du P. C. F. dans toute sa propagande : 1. pour apparaître comme un parti *national* (ex Thorez, déserteur) ; 2. pour démontrer le parallélisme d'intérêt de « la France » et de l'U. R. S. S.

Si la propagande de la presse réactionnaire bourgeoise portait ses fruits, ce serait la possibilité de perte d'influence sur des couches importantes.

b) L'effort constant du P. C. F. pour ne pas être rejeté dans l'opposition bien qu'une politique d'opposition au plan de la bourgeoisie puisse être fructueuse. De là malgré toutes les manœuvres la nécessité de prendre à son compte une partie des responsabilités du tripartisme.

c) L'effort pour n'utiliser le mécontentement ouvrier que dans les cadres des intérêts du Kremlin. Le dernier exemple est le tournant sur la question des salaires prenant naissance d'une part dans le mécontentement ouvrier s'exprimant jusque dans les rangs du P.C.F., d'autre part dans la volonté de faire obstacle à une subordination trop grande à Wall Street (accord Blum).

L'extraordinaire difficulté dans la période présente de cette politique exprimée dans les deux discours de Hénaff, considérés l'un comme trop à gauche, l'autre comme trop à droite, et suivis immédiatement de démentis du C. C.

d) Dans certains cas par des concessions aux masses allant en contradiction avec la politique du moment. L'exemple le plus apparent est sans doute le tournant du P. C. F. en pleine période de flirt entre Moscou et le Qual d'Orsay, tournant réalisé en vingt-quatre heures en fonction d'une violente opposition comme lors du 1^{er} mai 1945.

La compréhension de ce qu'il y a de nouveau dans la situation des partis stalinien substitué au rabachage mécanique de la subordination à Moscou et de la force de l'emprise du stalinisme peut seule nous permettre d'avoir une politique juste à son égard. La croissance de l'influence et du poids du stalinisme est tout à fait réelle et évidente mais cette croissance même a introduit dans son sein une série de contradictions extrêmement importante. Il faut d'ailleurs noter que depuis 1931-1932 où se manifestaient les dernières oppositions de gauche au sein même des partis staliniens, nous pûmes pour la première fois enregistrer — au bout de 14 ans — des oppositions s'affirmant et même s'organisant ouvertement dans le sens d'une politique révolutionnaire (Hollande, Grèce, Angleterre). Ces premiers craquements sont et ne sont que des signes avant-coureurs. Nous connaissons l'art consommé de la manœuvre du stalinisme, nous savons que toutes les méthodes, allant jusqu'à la destruction physique (Grèce), sont et seront employées contre les oppositionalistes dans son sein, mais la concrétisation de ces oppositions est certaine. Elles commenceront à s'affirmer dans les luttes éventuelles de la classe ouvrière. Toute impatience serait nuisible et démolissant, mais ce que nous devons affirmer c'est que si la disproportion numérique entre les organisations de la IV^e internationale et les organisations staliniennes est plus grande à présent qu'avant la guerre, par contre notre influence politique, de façon générale, est moins disproportionnée et nos possibilités sont accrues.

Il est évident pour tous que l'apparition des sections de la IV^e Internationale comme pôle de regroupement révolutionnaire est un facteur extrêmement important du développement des crises dans les partis staliniens. Une adaptation, des concessions de notre parti à la politique stalinienne, si elles peuvent donner dans la période présente des facilités d'expression, seraient, en définitive, tout à fait nuisible et à l'évolution de ces crises et au profit que nous en pourrions tirer.

E) Grande bourgeoisie et petite bourgeoisie. — Les partis chrétiens-sociaux.

Dans la période de réaction, la grande bourgeoisie avait réussi à utiliser à ses fins la petite bourgeoisie contre le prolétariat sous le drapeau du national-socialisme.

Dans la période actuelle, on constate que, dans la plupart des pays, la grande bourgeoisie — qui vient de voir la petite bourgeoisie se détacher d'elle et se

tourner vers le prolétariat à la suite de l'effondrement du national-socialisme — cherche à empêcher l'évolution de cette petite bourgeoisie et à canaliser une partie de celle-ci sous le drapeau du christianisme social, en créant ou en développant des formations politiques jusqu'alors sans influence.

Le grand capital ne peut plus, pour associer la petite bourgeoisie plus ou moins à lui, utiliser ses vieux partis démocratiques bourgeois usés et est obligé de recourir à des formations nouvelles qui, en période réactionnaire comme en période révolutionnaire, se couvrent en partie d'une étiquette sociale.

La faillite de « l'idéal raciste » et la nécessité d'un idéal d'aspect universel ont orienté le capitalisme vers l'utilisation de la religion avec l'aide de cette

force séculaire de réaction, le Vatican. Dès le début de la guerre, des relations étroites furent établies entre celui-ci et Washington. Depuis la fin de la guerre, le Vatican a pris toute une série de mesures pour sortir de son ambiance italienne et pour s'adapter plus étroitement aux nouvelles conditions sociales. Une lutte acharnée contre l'emprise religieuse devient une des tâches révolutionnaires très importantes actuellement.

Mais la capacité du grand capital à lier à lui la petite bourgeoisie est avant tout fonction de l'intervention de la classe ouvrière. Une lutte révolutionnaire résolue de la part de celle-ci ferait rapidement surgir les contradictions au sein des partis chrétiens-sociaux.

II. — La situation en France

1) La situation économique du capitalisme français.

La crise profonde du capitalisme français a été maintes fois analysée, nous n'y reviendrons que succinctement. Cette crise n'est pas la conséquence d'événements occasionnels mais prend ses origines dans la nature même de la bourgeoisie française.

La victoire de Versailles avait donné au capitalisme français une position politique disproportionnée à ses forces productives, en premier lieu à sa faible population. La bourgeoisie française devient dès lors le type même de la bourgeoisie repue. Sa politique a été le maintien du statu quo, maintient évidemment irréalisable, d'où sa politique de sécurité collective. Pour certaines couches du grand capital, cette politique s'exprima par une recherche constante d'entente avec l'Allemagne. Pour l'ensemble de la bourgeoisie, elle la rendait incapable de préparer systématiquement la deuxième guerre impérialiste. Le Comité des forges et le Comité des houillères furent les champions de la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne qui paraissait alors le champion incontestable et incontesté de la contre-révolution mondiale. La débâcle militaire de 1940 permit de faire le coup d'Etat nécessaire pour rompre l'ancienne alliance franco-anglaise et s'engager dans la politique de collaboration franco-allemande. Dès cette époque, toutefois, le capitalisme français avait gardé des liaisons nombreuses avec l'impérialisme américain. Aussitôt que s'annonça la défaite de l'impérialisme allemand, le capitalisme français prépara son retour dans le camp allié. Mais il n'y pouvait trouver qu'une place de second, et encore une place de second pas très brillant.

L'appareil de production

La seconde guerre mondiale a continué de vider la substance du capitalisme français. L'économie française est dans un état de délabrement extraordinaire : son réseau routier et ferroviaire est extrêmement usé ; l'outillage de presque toutes les usines est suranné (moyenne d'âge : 40 ans, 30 ans aux U.S.A.) ; la marine marchande a un tonnage des plus insignifiants ; l'agriculture se trouve, dans une situation épouvantable par manque de main-d'œu-

vre, de machines agricoles, d'engrais ; l'inflation est à l'ordre du jour.

Le plan Monnet

La politique d'équilibre entre les Trois Grands a fait évidemment faillite. Le capitalisme français, pour chercher à récupérer des forces et à garder sa place, doit se lier de plus en plus, c'est-à-dire pratiquement, se soumettre de plus en plus, à l'impérialisme américain. A cet effet a été établi le plan Monnet qui vise à assurer un certain renouvellement de l'outillage, ce qui permettrait à l'économie française de maintenir sa place à l'ombre du géant américain. C'est pour faire contresigner ce plan et obtenir des crédits nécessaires de Wall Street que Léon Blum fut envoyé à Washington. Comme on l'a généralement souligné, loin de faire affluer en France les dollars et les machines américaines, loin de contribuer à édifier une économie moderne, la mission Blum a eu pour résultats :

a) de facturer à la Trésorerie l'équipement et les stocks apportés par les armées américaines désormais inutiles à l'économie américaine et pour lesquels les Etats-Unis ne désirent nullement assumer les frais de retour ; cet équipement et ces stocks pourront être l'occasion d'enrichissement de quelques profiteurs et spéculateurs mais ne seront d'aucune aide importante à l'économie française et ne lui donneront pas le tout moderne outillage rêvé par certains ;

b) de ne fournir qu'une somme fraîche relativement insignifiante qui ne reculera que d'un décal court une crise extrêmement grave, et obligera le capitalisme français à se présenter, à nouveau, en quémandeur, aux guichets de Wall Street ;

c) d'accorder en contre-partie à l'impérialisme américain des gages de grande valeur, notamment une facilité de pénétration pour ses industries sur le marché français et des possessions immobilières sur le territoire de la France.

En politique extérieure, le capitalisme français, tout en se liant à l'économie américaine, cherche à conserver une certaine indépendance et à obtenir quelques avantages par une politique d'équi-

libre entre les Etats-Unis et l'U. R. S. S. Ce jeu de bascule trouva son expression la plus significative à la veille des élections dans les promesses de blé soviétique et de dollars américains ; mais les uns et les autres s'avèrent extrêmement coûteux et sont le témoignage de l'absurdité et de la faillite inévitable de cette lutte du pot de terre entre les deux pots de fer.

Le pillage

Dans son délabrement, le capitalisme français cherche à améliorer temporairement son sort, en pillant les territoires allemands occupés, en réclamant vainement de ses alliés une part plus grande des ressources allemandes. Le capitalisme français sera obligé de passer par les volontés de ses supérieurs américains et anglais dans cette question de l'Allemagne : le pillage devra laisser la place à une réorganisation de l'économie allemande ; d'ailleurs, en dépit des crieries nationalistes et des déclamations sur la sécurité, des groupes très importants du capitalisme français sont également intéressés à la reprise de l'économie allemande.

Déclin de l'empire

La décadence de l'impérialisme français devait s'exprimer par le déclin de l'empire colonial. Sa situation économique l'a rendu incapable de satisfaire les besoins des masses en vivres et en produits manufacturés. D'une part, la pénétration américaine s'y fait de plus en plus grande, notamment en Afrique du Nord, de Dakar à Alger. D'autre part, la révolte des peuples coloniaux a déjà obligé l'impérialisme français à évacuer la Syrie, à composer avec le Viet-Nam. La prochaine grande crise des colonies françaises se produira très vraisemblablement en Afrique du Nord, tout près du territoire de la métropole et aura certainement des répercussions beaucoup plus grandes que les révoltes d'Extrême-Orient et du Proche Orient ; au lieu de ne toucher que légèrement les travailleurs français, elles les ruineront très profondément et contribueront à accentuer considérablement les conflits de classe en France même.

Ranimation partielle

La politique stalinienne d'effort systématique de production par la classe ouvrière ainsi que les miettes obtenues de l'impérialisme américain ou du pillage de l'Allemagne ont permis une ranimation partielle de l'économie. Le parti révolutionnaire doit tenir compte de ce fait, dans l'appréciation immédiate de la situation.

Il faut cependant donner sa juste valeur à cette ranimation. L'après-guerre débute avec d'énormes besoins dans tous les pays, notamment dans le domaine des objets de consommation ; dans la période de reconversion des industries du pied de guerre au pied de paix, il y a en fait une sous-production relative. Dans les conditions présentes, seule une insuffisance de matières premières empêche la production française d'égalier et même de dépasser le niveau de 1938.

Mais le caractère superficiel et temporaire d'une telle ranimation est attesté par les faits suivants :

a) l'accroissement de la production se produit avant tout dans les industries de consommation bien plus que dans les industries de base ;

b) l'accroissement de la production

ne s'accompagne nullement d'une renouvellement de l'appareil de production, mais, au contraire, d'une usure aggravée de celui-ci.

Or c'est le renouvellement de l'appareil de production qui est une question vitale pour le capitalisme français. Dans un proche avenir, dès que la demande d'après-guerre sera plus ou moins satisfaite, le véritable problème qui ne pourra être éludé, celui de la capacité de lutte de l'impérialisme français à l'échelle mondiale se posera avec une acuité extrême. Car le capitalisme français ne pourra, ni par ses propres forces ni par la plus-value qu'il aura extorquée au cours de cette courte après-guerre réorganiser sa structure.

Les nationalisations

Les nationalisations sont l'expression :

a) de la pression des masses. Les partis ouvriers ont dévié dans cette voie leur volonté anticapitaliste. En outre les stalinien y ont eu l'occasion d'introduire certains de leurs hommes dans l'appareil économique.

b) de la volonté de la bourgeoisie de mettre au compte de l'Etat certains secteurs déficitaires et aussi — grâce à l'aide de celui-ci — d'assainir et d'impulser certaines branches de la production nécessaires à toutes les autres branches (charbonnages). Ceci n'exclut pas bien entendu l'opposition de couches importantes de la bourgeoisie, celle-ci étant traditionnellement hostile à l'intervention de l'Etat. Dans certains cas cela a été jusqu'à la politique du pire qui cherchait à y laisser une situation inextricable pour chercher à l'exploiter ultérieurement sur le plan politique.

Les industries et banques nationalisées ont conservé leur structure ancienne ; dans la plupart des cas on y retrouve les administrateurs et directeurs qui étaient à leurs têtes quand elles avaient encore le caractère d'entreprise privée. Les bonzes réformistes et stalinien n'ont pu y obtenir que quelques postes et aux prix des plus violents conflits avec la bourgeoisie (charbonnages, banques).

Les nationalisations ainsi réalisées, par les indemnités et rachats qui y sont liés, augmentent la dette publique et contribuent à l'inflation.

2) La situation politique

A la libération l'appareil d'Etat de la bourgeoisie se trouvait totalement décomposé. Armée, police, justice, fonctionnaires étaient plus ou moins compromis par les années de collaboration. L'essentiel du pouvoir se trouvait entre les mains des F. T. P., comités de libération, milices patriotiques. La première volonté que s'assigna la bourgeoisie et son représentant de Gaulle fut de liquider l'un après l'autre tous les éléments du double pouvoir, de reconstruire son appareil d'Etat. Cette tâche fut réalisée par les stalinien qui réussirent à reconcentrer tous les éléments du pouvoir dans l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Mais encore aujourd'hui sa domination n'a aucun caractère de stabilité.

La survivance de la « démocratie bourgeoise », condamnée par la situation objective du capitalisme français, est l'expression à la fois de la force de la classe ouvrière qui interdit à la bourgeoisie une offensive ouverte et de la force du P.C.F. qui, en limitant la prise de conscience rapide des masses, leur

interdit de poser la réalisation immédiate de leurs propres organes de pouvoir.

La formation du P. R. L., qui associe la plupart des groupements de droite, ne constitue qu'une étape également très transitoire dans le regroupement des forces de la bourgeoisie.

Aussi bien dans le M.R.P. que dans le P.R.L. se trouvent des éléments que le développement de la situation orientera et cristallisera sur des positions de combat armé contre la classe ouvrière.

Le caractère très conjoncturel de ces deux formations a été très fortement souligné par les ordres donnés par le grand capital à la veille des élections du 2 juin à plus de 30 listes du P.R.L. de se désister pour le M.R.P.

En général, sur la politique extérieure, notamment sur la question de l'Allemagne, il n'y a pas de différence marquée entre ces deux partis ; sur la politique intérieure, le P.R.L. reproche au M.R.P. d'accepter des nationalisations, ce qui contribue à aider celui-ci à raidir ses exigences dans la collaboration avec les partis ouvriers.

Le sabotage du P.R.L. à la veille des élections est l'illustration la plus claire de la politique du grand capital en France. Deux ans après la « libération » et en dépit de concessions et de capitulations continuelles des partis ouvriers, il ne se sent pas encore assez fort pour prendre l'initiative de grandes opérations politiques contre ceux-ci. Il manœuvre et louvoie pour gagner du temps, pour laisser s'user les forces ouvrières, pour discréditer auprès des masses les grands partis ouvriers, en un mot pour attendre une période où le mécontentement et le désarroi auront créé des remous, des tourbillons et des désillusions dans le prolétariat et les masses travailleuses, où la confiance de ces masses dans leurs organisations sera ébranlée sans qu'une autre direction se soit encore dégagée. C'est dans ce sens qu'on peut interpréter comme un premier succès de la bourgeoisie le renforcement provisoire du M.R.P. tel qu'il apparaît aux dernières élections comme conséquence de cette usure des partis ouvriers au pouvoir, notamment du P.S. qui a accepté les plus lourdes responsabilités du tripartisme. Le capitalisme reprend avec encore beaucoup plus de précautions la politique qu'il adopta en 1936 lors du triomphe électoral du Front populaire et de la grève générale de juin 1936.

Dans ces conditions, la collaboration de classe (le tripartisme ou éventuellement son extension à d'autres formations bourgeoises) est une nécessité impérieuse pour le capitalisme français. La polarisation de la société française se poursuit sous la pression des circonstances. La bourgeoisie et les vieux partis ouvriers craignent l'explosion qui mettrait le feu aux poudres ; c'est pourquoi, bien qu'ils aient des difficultés grandissantes pour rester dans un même gouvernement, ils se voient contraints d'agir de cette sorte pour se surveiller mutuellement et veiller à ce qu'aucun d'eux ne prenne de mesure qui contribue à la rupture du fragile édifice social ainsi établi.

A l'intérieur de cette combinaison tripartite, ils poursuivent une certaine lutte, limitée sur le plan gouvernemental, parlementaire et électoral, destinée à

améliorer leurs positions réciproques et à défavoriser et discréditer les partenaires. Mais tous, y compris le parti stalinien, emploient les plus grandes précautions dans l'intervention des masses pour exercer leur pression dans la coalition par peur de ne pouvoir empêcher que la politique de pression soit débordée par les masses.

Le fait que, sous le régime capitaliste, la France se trouve réduite à un rang secondaire, contraint le capitalisme à se débarrasser en premier lieu de son appareil démocratique par l'intervention d'une dictature bonapartiste. La crise du régime, ouverte avec le coup de force du 6 février 1934, ne peut, en définitive, trouver de solution que dans la victoire du prolétariat ou dans l'établissement d'un régime dictatorial. Les diverses convulsions depuis cette date (février 1934 - juin 1936 - juin 1940 - août 1944) n'ont apporté aucune solution stable et ont traduit les rapports de forces changeant entre le camp de la contre-révolution et celui de la révolution, ainsi que les difficultés de chaque camp à créer son instrument politique pour la résolution de cette crise.

La nécessité d'une force pour tenir tête aux masses travailleuses se fait sentir de façon impérieuse au capitalisme français, et c'est pourquoi il consacre une grande partie de ses efforts à la reconstruction de l'armée. Le capitalisme français a, moins que jamais, des idées de grandeur ou l'idée d'une politique d'expansion impérialiste, ce qui l'a amené à considérer avec défiance la politique de la « grandeur qui ne se divise pas » de de Gaulle ; il sait qu'il n'a plus les mâchoires assez solides pour conserver son butin du passé. Mais il a besoin d'une armée prétorienne en vue de pouvoir établir une dictature militaire sur les masses travailleuses. Cette opération, commencée autour de de Gaulle, dès son arrivée à Londres en 1940, avec le B.C.R.A. — la future D.G.E.R. — s'est poursuivie systématiquement depuis la « liquidation » du régime de Vichy, par une sélection soigneusement faite des cadres, par un entraînement étudié de ces troupes hors de France, loin de la pression des masses travailleuses, dans les territoires d'occupation européenne et en Indochine. Cette opération se double d'une propagande menée autour de de Gaulle, actuellement candidat au rôle de Bonaparte, qui s'est dégagé quelques mois auparavant de la pression des partis politiques, pour attendre un discrédit plus grand de ceux-ci et revenir dans des conditions qui assureront, comme il l'a demandé en Vendée et à Bayeux, un « Exécutif fort ».

3) Le prolétariat.

Le prolétariat français est sorti de la seconde guerre impérialiste avec des pertes numériques assez nombreuses en militants, mais ni la fin lamentable du Front Populaire, ni la dictature Daladier-Reynaud, ni le régime de Vichy ne l'ont atteint dans ses forces vives. Sa situation matérielle, ses salaires, ses conditions de travail ont terriblement empiré, en conformité avec l'appauvrissement général du pays. Mais son organisation, sa capacité de combat, son esprit militant en sont sortis renforcés ; qui plus est, beaucoup de ses militants

se sont trempés à l'école de l'illégalité et de la guerre civile.

Au moment de la « Libération », il possédait des Comités populaires qui étaient bureaucratiquement agencés, et des milices ouvrières patriotiques, peu nombreuses, faiblement outillées matériellement et politiquement. Il fallut néanmoins plusieurs mois et l'intervention directe du parti stalinien pour que ces éléments d'une dualité de pouvoir fussent liquidés en dépit de leur faiblesse extraordinaire. Cette liquidation n'est pas sans avoir laissé des traces nombreuses et profondes dans la classe ouvrière.

Les illusions démocratiques et parlementaires des masses ouvrières, ne sont pas des illusions dans le système capitaliste, dans le système de la démocratie bourgeoise, mais des illusions sur la capacité du P.C.F. de réaliser par ses propres méthodes, les aspirations profondes des masses laborieuses ; les masses ont confiance dans le P.C.F. et celui-ci utilise cette confiance pour enfermer les masses dans le carcan de la démocratie bourgeoise.

Les illusions parlementaires qui furent toujours très vivaces en France, ont été nourries au cours des années de fascisme et de réaction à travers le monde et n'ont pas pu être dissipées, au cours des derniers mois, en l'absence, jusqu'à présent, de grandes luttes extraparlémentaires, en particulier de grandes grèves dont le P.C.F. a réussi à éviter l'explosion, luttes sans lesquelles les masses ne peuvent pas faire l'expérience du parlementarisme.

Le poison chauvin injecté dans les années de préparation à la guerre et au cours de la guerre, à l'occasion de l'occupation par les armées allemandes et des déportations, a fait de grands ravages dans le corps de la classe ouvrière, ravages qu'il serait dangereux de sous-estimer. Après plus d'une année de cessation des hostilités, on aperçoit seulement le début d'une désintoxication.

Une lutte systématique contre les deux grands maux, les illusions parlementaires et le patriotisme dans la classe ouvrière, est une tâche primordiale du parti révolutionnaire.

Depuis la « Libération », le prolétariat a été systématiquement freiné par ses directions au nom du « Tout pour la guerre », puis du « produire d'abord ». Les conditions économiques de la classe ouvrière (salaire et ravitaillement) ont empiré de jour en jour.

Le freinage puissant des directions de trahison a réussi à limiter et fragmenter la résistance ouvrière et à rejeter les luttes sur les couches périphériques de la classe ouvrière. C'est cette situation qui a permis à ces directions d'intervenir ouvertement comme briseurs de grève dans quelques conflits partiels et localisés, sans heurter de front l'ensemble des travailleurs.

Toutefois la pression des événements et cette politique de trahison des intérêts ouvriers ont, en dépit de l'absence de grandes luttes et de grandes expériences actives de la classe, engendré, outre un mécontentement général parmi les masses travailleuses, la formation ou la croissance de tendances opposées encore fractionnées tant dans

le domaine politique que dans le domaine syndical. On rencontre généralement les plus fortes oppositions soit dans les couches plus anciennes (au delà de quarante ans), soit dans la jeunesse ouvrière ; la passivité la plus grande se manifeste dans les générations qui se sont formées entre les deux guerres, c'est-à-dire, dans ces générations qui, par leur âge, devraient constituer la force la plus grande et la plus sûre du prolétariat.

Le P. C. F.

La politique du P.C.F. est dominée par sa liaison avec la bureaucratie stalinienne, dont il est le représentant direct et à laquelle il est lié matériellement et idéologiquement.

Il n'exprime donc pas directement la pression de la bourgeoisie et ceci confère à sa politique des aspects particuliers qui la différencient de celle de la S.F.I.O.

Quelles sont les grandes lignes directrices de la ligne politique du P.C.F.

— Empêcher la France bourgeoise de devenir un tremplin antisoviétique et pour cela rechercher, sur la base de la reconstruction de la France bourgeoise, une alliance (illusoire) entre le prolétariat, la petite bourgeoisie et certaines couches de la bourgeoisie, contre les couches les plus puissantes, les plus anti-soviétiques de celle-ci, « les Trusts ».

D'où ses mots d'ordre qu'il ne faut pas considérer comme un simple verbiage démagogique destiné à calmer l'impatience révolutionnaire des masses, mais comme la volonté de faire passer dans les faits une politique en accord avec les données précédentes ;

I. — Produire !

Oui, le P.C.F. est décidé à faire produire les masses laborieuses. Produire, c'est, dans son esprit, limiter l'ingérence du capital américain dans l'économie française, donc, en définitive, dans la politique française.

II. — Le pillage de l'Allemagne !

On ne peut se contenter d'y voir une odieuse exploitation du chauvinisme né de l'occupation, mais des propositions pratiques du P.C.F. à la bourgeoisie pour tenter de résoudre la crise sans faire appel au capital américain.

III. — « L'armée forte et populaire »

« Construire des canons » (Thorez), « Relever l'aviation » (Tillon), le vote des crédits militaires.

Autant d'aspects d'une même politique, s'infiltrer dans l'armée, conserver à une France amie de l'U.R.S.S. des moyens de combat qu'on ne pourra utiliser contre cette dernière.

IV. — La lutte pour les nationalisations

Les nationalisations ont été réalisées sous l'impulsion des bureaucrates staliniens s'appuyant sur la volonté anticapitaliste des masses et l'utilisant à leur profit.

Elles expriment leur désir :

a) d'améliorer le fonctionnement de l'économie bourgeoise.

b) de s'infiltrer dans l'appareil de production pour le contrôler.

L'hostilité de la bourgeoisie à l'égard de certaines nationalisations ne va pas au principe même des nationalisations, mais à des nationalisations qui rendraient plus puissant l'appareil stalinien.

Au total, le P.C.F. qui s'efforce d'apparaître, en toute circonstance, comme un parti « matériel et réaliste », a la volonté de s'infiltrer dans l'appareil de l'Etat, de le contrôler, et d'apparaître à la bourgeoisie comme le seul parti du gouvernement capable à la fois de freiner la lutte émancipatrice des masses et de gérer au mieux ses affaires sur la base d'un compromis avec la bureaucratie soviétique.

Si la pénétration du P.C.F. dans l'appareil de l'Etat bourgeois n'a pas eu encore de conséquences évidentes, elle ne peut manquer à la longue d'exercer une influence sur le parti stalinien lui-même et d'y créer les conditions de détachement de certains éléments au profit de la bourgeoisie en fonction de l'aggravation des rapports entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme mondial.

Il faut noter à ce propos que le P.C.F. a perdu dans l'illégalité un très grand nombre de cadres moyens prolétariens, ceux-ci ont été en partie remplacés par des éléments petits bourgeois, opportunistes et carriéristes qui tendent à jouer un rôle de plus en plus important dans le P.C.F.

Jusqu'ici, grâce au prestige acquis dans la clandestinité, grâce aux victoires de l'Armée rouge, grâce aussi à la puissance de son appareil politique et syndical, le P.C.F. a eu les masses bien en main et les débordements spontanés, pour avoir existé (1^{er} mai 1945, grèves de Lens, grève des rotativistes), n'en ont pas moins été assez rares et, jusqu'ici, la volonté révolutionnaire des masses a été surtout une monnaie d'échange entre les mains des bureaucrates staliens.

Pour réaliser une telle politique, les dirigeants du P.C.F. ne sauraient tolérer aucune opposition aussi bien à leur droite qu'à leur gauche !

Les diverses élections qui se sont déroulées dans les douze derniers mois ont montré que le parti stalinien approchait d'un moment critique, ayant atteint une sorte de plafond. Il est encore bénéficiaire d'un déplacement à gauche de couches ouvrières arriérées et de couches très pauvres des campagnes, le plus souvent au détriment du parti socialiste; ces gains sont de plus en plus limités. Et d'autre part, sur sa gauche, il voit se détacher des ouvriers d'avant-garde déçus de sa gymnastique tactique qui se fait au détriment de la classe ouvrière, et indignés de la politique de collaboration de classes de plus en plus accusée.

La politique de blocage des salaires, de production, le tripartisme avec toutes ses conséquences néfastes pour les masses laborieuses aboutissaient à une impasse. Les militants de base perdaient de leur autorité dans les entreprises et dans les syndicats. L'échec de cette politique s'est concrétisé dans la victoire des non au referendum.

La perte de leur influence sur la classe ouvrière entraînerait la perte de

leurs positions sur l'échiquier parlementaire et dans l'Etat capitaliste.

Au nom de l'unité ils travaillent systématiquement à démolir la social-démocratie.

On peut à ce sujet observer qu'à travers tous les tournants du P.C. depuis le social-fascisme jusqu'à l'union de tous les républicains, la lutte ouverte ou sournoise contre la social-démocratie a été poursuivie, non pas bien entendu en tant que lutte contre le réformisme, mais en tant que lutte contre une organisation concurrente dont l'existence nuit au monopole de la classe ouvrière que revendique le P. C. F. Contre l'avant-garde révolutionnaire, le parti stalinien ne coupe des périodes de silence affecté que pour engager des campagnes de calomnies et de violences; à la base, dans les usines notamment, le parti stalinien mène la lutte la plus systématique et la plus féroce contre l'aile révolutionnaire, non seulement pendant les périodes de politique de droite, mais encore plus au moment de ses coups de barre à gauche.

Pendant tous les mois passés, la direction du parti stalinien français ne s'était pas engagée dans le gauchissement annoncé ou poursuivi par les partis staliens d'autres pays, et dicté par les nécessités de la diplomatie soviétique. L'attitude des chefs staliens français s'expliquait par le fait que, constituant le plus important parti stalinien hors de l'U.R.S.S. et disposant de possibilités considérables de pression au sein même de l'appareil de l'Etat, ils cherchaient à éviter de recourir à une intervention des masses, intervention qui, certainement, leur assurerait des avantages notoires sur les autres partis au gouvernement, mais qui risquerait de les dépasser. Mais les événements se sont montrés plus forts que leurs calculs. Le mécontentement ouvrier s'accumulait d'une part, et l'offensive diplomatique anglo-américaine contre l'U.R.S.S. s'accroissait d'autre part. A quatre jours des élections du 2 juin, ils firent un virage en épingle à cheveux, se prononçant pour une augmentation des salaires et se trouvant amenés, par la réanimation ainsi suscitée dans la classe ouvrière, à faire appel à sa volonté revendicatrice.

Ce gauchissement ainsi engagé et opéré de la façon la plus bureaucratique par le parti stalinien va entraîner d'importantes conséquences quant aux perspectives pour la France.

La C. G. T.

possède, désormais, sous son contrôle, la majorité de la classe ouvrière, notamment dans les industries essentielles et dans les principaux centres industriels du pays. Les organisations syndicales sont étroitement liées par de nombreux postes à l'appareil d'Etat et aux industries étatisées.

A son dernier congrès, le parti stalinien a obtenu une victoire bureaucratique incontestable, éliminant ou dominant dans presque toutes les unions départementales et fédérations l'appareil bureaucratique de l'ex-C.G.T. dirigé jadis par les Jouhaux, Belin, Bothereau, Dumoulin, etc. et qui fut discrédité par la collaboration d'un grand nombre de ses éléments au régime de Vichy. La fraction stalinienne, tout en soulignant clairement sa victoire, a estimé utile de ne pas éliminer Jouhaux du poste de secrétaire général, mais de placer ap-

paremment Jouhaux et Frachon sur un plan d'égalité, avec un bureau confédéral et une commission administrative où les staliens prédominent. Par cette tactique, ceux-ci paralysent temporairement les réformistes à la Jouhaux, les associent à toutes leurs trahisons et évitent de donner lieu à une lutte ouverte qui, en dépit du caractère sans principes qu'elle aurait, pourrait favoriser le développement d'une opposition révolutionnaire dans la C.G.T.

Une fois de plus, l'équipe anarcho-syndicaliste de Besnard et Cie a manifesté son attitude sectaire et bornée dans la question syndicale et a fait le jeu de l'appareil de la C.G.T. en opérant une scission syndicale et en créant, avec l'aide des anarcho-syndicalistes espagnols, la C.N.T. française qui, pas plus que l'ancienne C.G.T.S.R., n'aura le moindre caractère syndical.

Dans la C.G.T., avec le dernier congrès se sont effondrés comme pôle de regroupement d'une opposition syndicale, non seulement les bureaucrates du clan de Jouhaux lui-même, mais ceux du C.E.T.E.S. qui avaient misé sur un appui de Jouhaux. La démonstration a été faite une fois de plus, et dans les conditions des plus probantes, que la lutte dans la classe ouvrière, même sous la forme bureaucratiquement déformée d'un congrès confédéral, ne peut se mener par des manœuvres et avec des moyens matériels. C'est seulement avec un programme et une lutte claire sur ce programme que peut progresser une opposition, avant tout une opposition de caractère révolutionnaire.

C'est parce qu'elle avait un programme d'action précis sur la question des salaires, pour la lutte des classes, que l'opposition du « Front ouvrier » a été le pôle de regroupement de la minorité dans ce congrès confédéral. Mais tout en saluant cette importante avance pour la lutte des classes en France, le congrès P.C.I. faillirait à son devoir s'il ne soulignait les faiblesses suivantes de l'opposition du « Front ouvrier » :

a) Dans le « Front ouvrier » prédominent les oppositions d'employés, de postiers, d'instituteurs, du livre, etc., tandis que les métallos sont encore en très petit nombre et que font presque complètement défaut les travailleurs de grandes industries comme le bâtiment, les produits chimiques, etc.;

b) Comme il est inévitable dans toute opposition syndicale, des courants divergents s'y trouvent rassemblés et, précisément en raison de l'absence d'une solide base prolétarienne et de la force numérique réduite du parti révolutionnaire, de grands dangers d'instabilité y sont contenus. Ceux-ci ne pourront être surmontés que par un travail systématique du parti pour élargir sa base prolétarienne et son réseau de sympathisants dans les industries de base.

Le parti socialiste

est de plus en plus en recul dans la classe ouvrière proprement dite et conserve sa clientèle électorale, essentiellement dans les régions paysannes, notamment dans le Midi de la France à la place de l'ancien parti radical.

Les divergences au sein du parti socialiste vont s'approfondissant. La direction, avec Léon Blum, voit comme solution une transformation en une sorte de parti travailliste, non pas un

parti basé sur les syndicats comme le L. P. britannique mais un parti débarassé de sa tradition verbale marxiste et professant un vague socialisme moral où trouveraient place toutes sortes de courants petits bourgeois gravitant sur la droite du P.S. Blum et son équipe représentent l'appui sur le capitalisme américain et la tendance antisoviétique. Cette orientation a été mise en échec par la « gauche » du P.S., mais celle-ci se trouve dans un état plus misérable que jamais, sans apparence de programme, sans cadres affirmés, sans organisation apparente.

4) La petite bourgeoisie.

La petite bourgeoisie s'était, en très grande partie, tant dans les villes que dans les campagnes, tournée vers la classe ouvrière. Dès 1935-1936, fonctionnaires, professeurs, techniciens, petits commerçants également s'orientaient à gauche. Dans les campagnes, l'agitation fasciste de Dorgères avait une emprise limitée par un déplacement à gauche de couches importantes de la paysannerie pauvre. Avec la « libération », l'orientation à gauche des plus larges couches de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes était un fait acquis.

Bientôt deux années de collaboration de classe, dont seule la grande bourgeoisie a profité, ont entraîné plus de désarroi et de mécontentement dans la petite bourgeoisie que dans le prolétariat lui-même. On assiste donc à des remous au sein de la petite bourgeoisie. Dans une certaine mesure la réaction en a profité. Une certaine agitation — avec manifestation de grève — a été organisée par l'organisation réactionnaire qui s'affuble d'un manteau syndical, la Confédération Générale des Cadres. Aux dernières élections, les partis bourgeois ont réussi à mobiliser une partie des petits bourgeois qui s'étaient abstenus précédemment.

Mais, dans l'ensemble, la plus grande partie des classes moyennes est dans l'expectative, certaines couches importantes se tournent toujours vers le prolétariat et en particulier viennent au P.C.F. En fait, les remous actuels ont avant tout une valeur d'indice, d'avertissement. Le fait que la classe ouvrière a conservé toutes ses forces, toute sa capacité de combat permet d'affirmer qu'il n'y a absolument rien de perdu du côté de la petite bourgeoisie et que celle-ci est aujourd'hui encore prête à marcher massivement derrière le prolétariat si celui-ci, au lieu des manifestations sans contenu que lui font faire les directions traîtres, s'engage dans une lutte résolue contre le capitalisme.

5) Perspectives.

Le développement des luttes ouvrières va pousser aux premiers rangs de l'action politique les éléments conscients de la jeunesse laborieuse et mettre à l'épreuve les générations de militants formées à l'école du stalinisme.

C'est en direction de ces deux couches essentiellement que le Parti doit centrer ses efforts. C'est de leur détermination que dépend dans une grande mesure les perspectives d'élévation du niveau de la lutte et de croissance du Parti.

a) La jeunesse ouvrière a subi profondément l'empreinte de la deuxième guerre mondiale.

D'une part il en est résulté une certaine démoralisation, des tendances indiscutables à la débrouillardise et une absence presque totale de formation politique et syndicale.

Mais d'un autre côté la lutte dans les maquis et dans les F. T. P. ont appris à de nombreux jeunes à apprécier la valeur des armes et à s'en servir. La lutte contre le S. T. O., l'illégalité qu'ont vécue la plupart des jeunes travailleurs ont affaibli dans toute la génération montante les préjugés dans la force et la pérennité de l'Etat. De nombreux jeunes sont des révoltés que le capitalisme français décrépît n'a pas les moyens de faire rentrer dans le rang. Enfin, par sa virginité politique, la jeunesse échappe à nombre de préjugés stalinien et réformistes largement répandus dans les générations adultes et constitue un terrain particulièrement perméable à la propagande du Parti révolutionnaire.

Il y a beau temps que le réformisme de la II^e Internationale interdit à celle-ci de construire des organisations de jeunesse nombreuses et stables.

Le stalinisme à son tour ne peut plus guère offrir à la jeunesse que des organisations de loisir. Quelle que soit encore sa force d'attraction, il est désormais incapable sur sa ligne de collaboration de classe, de forger de nouvelles générations de combattants ouvriers.

Il incombe à l'organisation de la IV^e Internationale et à elle seule. S'y atteler dès maintenant est une nécessité car les luttes à venir feront surgir de la jeunesse de nombreux dirigeants ouvriers aux lieu et place des cadres plus âgés, paralysés, démoralisés et en partie rejetés dans l'apolitisme par la trahison stalinienne.

b) De larges masses ouvrières, une partie importante de l'avant-garde ouvrière, font confiance à la politique stalinienne.

Sans une juste compréhension de cette « confiance », il est impossible de poser justement le problème de l'intégration du Parti dans les luttes ouvrières, et de démolir toute l'idéologie stalinienne. Ce n'est pas là simplement un problème de tactique, mais toute la stratégie et la tactique de la construction du Parti, basée sur une appréciation de la situation et l'orientation du travail.

Les masses et l'avant-garde suivent les chefs du P. C. F. : ils sont persuadés que ceux-ci sont capables de satisfaire leurs besoins essentiels. Il est évident que cette confiance va également aux méthodes du parti stalinien. L'expérience a déjà fait naître des doutes, mais ces doutes ne se sont pas encore cristallisés. On continue à faire confiance. Les illusions démocratiques et parlementaires ainsi que celles de la politique de « production » ne sont pas des illusions dans les bienfaits de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois ou dans la collaboration de classes, mais dans le P. C. F. à qui on fait confiance pour réaliser avec les méthodes qu'il préconise les aspirations profondes des masses, et avec l'espoir habilement entretenu par le P.C.F. d'un tournant vers des méthodes révolutionnaires. La contradiction fondamentale, celle qui, à travers les luttes, brisera la confiance des masses dans le P. C. F. réside dans le fait que la bourgeoisie ne peut, pour maintenir les bases de sa domination, ni améliorer les conditions d'existence des masses, ni maintenir les bases formelles de la démocratie française. Ce sont ces contradictions qui se-

ront le terrain où les masses feront l'expérience de la politique stalinienne. La classe ouvrière garde toutes ses possibilités de combat. Si le parti stalinien a réussi à maintenir le mouvement ouvrier dans les cadres de l'ordre capitaliste et a ainsi permis à la bourgeoisie de passer le cap de la reconstruction de son appareil d'Etat et à préparer les bases d'une certaine réanimation de la production dans les cadres du capitalisme, la situation objective de l'impérialisme français fait que celui-ci se trouve dans l'obligation d'essayer dès maintenant de reconstruire les fondements de son capital par une exploitation accrue de la classe ouvrière. L'évolution de la situation vers son dénouement fasciste ou révolutionnaire en est à son tout premier stade. Les forces respectives en présence se tâtent. Sur la base des données actuelles, sans intervention de nouveaux éléments, les délais ne peuvent pas être courts. La force de la classe ouvrière interdit à la bourgeoisie le passage rapide à une offensive directe contre la classe ouvrière. La force du P. C. F. limite la prise de conscience rapide de la classe ouvrière. Les combats larges se situeront dans le cadre de ces nécessités : pour la bourgeoisie, de surexploiter la classe ouvrière ; pour la classe ouvrière, de défendre et d'améliorer son niveau de vie. Mais nous sommes dans une situation où les mouvements revendicatifs ne peuvent se limiter sur ce plan. Toute lutte revendicative d'envergure pose les problèmes politiques, et toute lutte revendicative d'envergure met à l'épreuve du feu la politique stalinienne dans les faits celui du pouvoir. Toute aux yeux des masses.

C'est dans les luttes extra-parlementaires, au début sur le plan revendicatif, que les masses peuvent faire l'expérience de la confiance dans le P.C.F. et dans les possibilités démocratiques et parlementaires. Si ses réactions immédiates sont en grande partie déterminées par le poids des directions reconvenues, en dernière analyse, la conscience de classe du prolétariat est déterminée par les conditions objectives dans lesquelles se développent les combats de classe.

Avant la guerre de 1914, dans la période ascendante du capitalisme, les illusions profondes dans le système démocratique et parlementaire prenaient leur source dans la possibilité pour la bourgeoisie de satisfaire, ne serait-ce que d'une façon minimale, les aspirations des larges masses. L'expression des illusions démocratiques et parlementaires se concrétisait dans la lutte pour le programme minimum de la social-démocratie, programme se situant dans le cadre du système capitaliste. La guerre de 1914-1918, les années qui suivirent celle-ci, la deuxième guerre impérialiste ont modifié radicalement toute la situation. Le système capitaliste est incapable de satisfaire les revendications des larges masses, le programme « minimum » ne peut trouver sa réalisation dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Les masses, non pas même pour améliorer leurs conditions d'existence, mais pour défendre leur droit au pain, se trouvent dans l'obligation de mener un combat, qui, partant du domaine des revendications, met en question les bases mêmes du système capitaliste. Dans ce sens, les illusions démocratiques éclateront en morceaux dans la lutte des masses. Le rôle du Parti révolutionnaire ne consiste pas à s'adapter passivement à l'apparence, à la surface des sentiments des

masses, mais à essayer de voir comment il peut faire prendre conscience à celles-ci. Dans la confiance des masses dans le P. C. F., il y a là le terrain sur lequel nous sommes à même d'agir.

Les masses ont confiance dans le P.C.F., ainsi qu'il a été dit, parce qu'elles croient celui-ci capable de satisfaire leurs aspirations. Celui-ci utilise cette confiance pour sa politique qui est celle du maintien des cadres de la société capitaliste. Mais par les méthodes du P. C. F., il n'y a pas satisfaction possible des aspirations des masses.

Dans ce sens, la politique du P.C.F. renforce la politique bourgeoise de surexploitation des masses. Mais cette politique bourgeoise mobilise les masses sur leur propre terrain et là entre en contradiction avec la politique réelle du P. C. F.

Exprimer par l'utilisation judicieuse de nos mots d'ordre transitoires cette contradiction, ouvrir la voie au combat inélectable de la classe ouvrière, telle est la tâche du Parti révolutionnaire.

6) Nos mots d'ordre.

Avec une nécessité de plus en plus évidente se fait sentir pour les larges couches de la classe ouvrière le besoin de recourir à l'action directe pour aboutir à la satisfaction des revendications. Une période de lutte au point de départ économique est devant nous. Les stalinien nous comprennent si bien que pour interdire tout débordement large ils recourent aujourd'hui à des formes limitées d'action directe (manifestations de masses). Ils espèrent ainsi trouver une soupape de sûreté au mécontentement et à la volonté de combat qui s'accumulent dans la classe ouvrière et qui se traduisent par une méfiance croissante à l'égard des discussions des chefs syndicaux autour d'un tapis vert, avec les représentants patronaux.

Aujourd'hui, le parti stalinien ne peut plus qualifier simplement « la grève comme une arme entre les mains des trusts ». Frachon se trouve dans l'obligation de déclarer au Congrès de l'U.S. métaux : « Les ouvriers ont le droit de grève, mais ils ont aussi celui de ne pas s'en servir. »

C'est là un indice très net qu'il faut relier à ces autres indices qu'ont été les déclarations de Raynaud-Capocci : « Nous sommes à la veille de mouvements revendicatifs de grande ampleur, si satisfaction n'est pas donnée aux 25 pour 100. » Et celles suivies de démentis de Hénaff pour mesurer la température de la classe ouvrière, dont ont conscience même les bureaucrates syndicaux. La bourgeoisie, elle-même, dans un de ses organes : « La Vie financière », à la veille des discussions de la Conférence, mesure bien le rapport des forces en déclarant : « La C.G.T. peut ce qu'elle veut. »

La grève

C'est dans cette situation qu'il faut inscrire la politique du parti dans la question des grèves. A l'étape présente, nous sommes pour le déclenchement des grèves. Ce qui ne signifie pas que nous allons nous transformer en gréviculteurs et lancer dans chaque numéro de « La Vérité » le mot d'ordre de grève.

Mais nos militants dans les entreprises ne doivent pas hésiter, quand sont abordés les problèmes revendicatifs, à préconiser le recours à la grève.

Il faut bien comprendre que dans la conjoncture présente, la grève, même limitée, peut remporter des succès partiels. A ce sujet il faut noter que la plupart des mouvements déclenchés ces derniers mois, malgré l'hostilité ouverte des bureaucrates syndicaux, se sont soldés par des succès partiels.

S'il est indispensable de lier dans la propagande les revendications de salaires à celles du contrôle ouvrier, sous toutes ses formes, il faut bien comprendre que c'est à travers les combats revendicatifs que la réalisation pratique du contrôle s'imposera.

Si le parti doit situer le mot d'ordre de la grève générale sur le plan de la propagande, il faut comprendre que c'est par la généralisation des luttes partielles qu'elle s'imposera. C'est à nos militants à montrer concrètement comment, en prenant des contacts avec les autres usines, les grévistes peuvent généraliser le mouvement. Le Parti mènera campagne contre la politique de fragmentation et de cloisonnement des bureaucraties ouvrières. Dès maintenant, par exemple, il doit mettre en garde les ouvriers du Livre contre la tendance qui se manifeste en leur sein à ne pas se solidariser avec des mouvements dans d'autres corporations, sous prétexte que Croizat, en calomniant la grève des rotos, les a isolés.

a) Généralisation des luttes partielles, en opposition à la politique de fragmentation et de cloisonnement des directions réformistes.

b) Cette généralisation ne peut s'effectuer aisément si nous ne tendons pas à élever le niveau politique de ces luttes; la lutte revendicative pour les salaires; à l'heure présente apparaît, à juste titre, comme peu prometteuse si les salaires doivent rester toujours en dessous des prix dont la hausse irait s'accroissant; c'est pourquoi nous devons ajouter à ces revendications de salaires et de pain, les revendications transitoires principales d'échelle mobile et de contrôle ouvrier.

c) Orientation de notre activité en vue de créer au cours de ces luttes une nouvelle direction ouvrière indépendante des vieilles directions de trahison. Cette orientation nécessite l'intervention la plus systématique dans la classe ouvrière pour la démocratie prolétarienne et, au cours des luttes elles-mêmes pour l'organisation de comités élus par l'ensemble des travailleurs en lutte et fonctionnant sous contrôle de ceux-ci.

Les mots d'ordre que le Parti a développés depuis cinq mois et qu'il ne nous paraît pas nécessaire de reprendre ici, doivent demeurer les nôtres. Un effort réel doit être fait pour leur donner leur sens exact et pour les concrétiser.

La revalorisation des salaires est la préoccupation dominante. Plutôt que de se livrer à une lutte stérile sur le pourcentage d'augmentation indispensable, le Parti (en particulier *La Vérité*), doit mettre l'accent sur la revendication du salaire minimum vital et sur les méthodes de lutte à employer pour faire triompher les revendications. La revalorisation doit être garantie par *l'échelle mobile*. Nous continuerons à dénoncer le travail au rendement comme une arme de division de la classe ouvrière.

Dans la lutte pour l'augmentation des salaires et contre la hausse des prix, nous mettons en avant le mot d'ordre *d'ouverture des livres de comptes* qui doit permettre de contrôler les profits patronaux et d'apprécier, à leur juste valeur, les protestations patronales.

A la politique stalinienne de la production qui réside essentiellement dans un effort toujours accru des travailleurs, nous opposons l'appel à l'initiative et à la conscience agissante de la classe ouvrière pour imposer :

a) Plan de production établi par la C.G.T.

b) Contrôle ouvrier sur la production. Pour expliquer ce mot d'ordre, nous devons partir de l'expérience des Comités d'entreprise, montrer comment leurs possibilités ont été volontairement limitées, et par suite comment ils peuvent et doivent se transformer en organismes assurant la possibilité d'un véritable contrôle.

De même en ce qui concerne notre mot d'ordre de *contrôle populaire du ravitaillement*, il faut partir de l'expérience actuelle des comités d'investigation créés par la C.G.T.

Mots d'ordre démocratiques

Notre Parti, qui a lutté pour la Constituante souveraine, doit continuer sa lutte pour la défense et le développement des libertés démocratiques. Son opposition fondamentale à toute Constitution bourgeoise ne le dispense nullement de prendre position contre les tentatives réactionnaires qui ont lieu à la Constituante. Il doit prendre position contre le retour sous quelque forme que ce soit, d'un nouveau Sénat et pour l'Assemblée unique; contre l'extension des pouvoirs présidentiels; pour la révocabilité des élus, contre le maintien des préfets, pour l'élection des maires parisiens...

De même, la campagne de *La Vérité* contre le scrutin actuel et pour la représentation proportionnelle intégrale, c'est-à-dire avec récupération intégrale des restes sur le plan national, doit être poursuivie mais rapidement menée par toutes les méthodes d'agitation du Parti. Cette campagne se place dans le cadre de notre lutte pour des députés trotskystes.

Gouvernement

P. S., P. C., C. G. T.

Dans la situation présente, en fonction de la puissance affirmée de la classe ouvrière et de ses organisations, en fonction des conditions de vie particulièrement difficiles des masses travailleuses, conséquence du délabrement de l'économie, notre effort doit tendre essentiellement à faire comprendre à la classe ouvrière et aux masses travailleuses la nécessité de la rupture de la collaboration de classes.

La rupture de la coalition doit se faire partout, à l'usine et au quartier, comme au gouvernement. Elle doit s'exprimer dans une lutte persévérante et conséquente pour les revendications ouvrières.

Paix et solidarité prolétarienne

Le travail des masses du Parti comporte également une agitation sur les grands problèmes de la politique internationale, sur la question des dangers de guerre. Le mot d'ordre des « *Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du Monde* » n'est pas du tout une formule d'éducation des cadres ou une formule de propagande ; il s'adresse aux plus larges masses, surtout dans cette période où l'impuissance des gouvernants à faire une paix même médiocre prolonge une période d'après-guerre moins meurtrière mais non moins pénible que la guerre elle-même, et où les masses vont être amenées à chercher des solutions.

Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes s'oppose à la politique des alliances préparatrices de nouveaux conflits préconisées par les divers partis et clans qui s'affrontent ; il est lié au mot d'ordre du gouvernement ouvrier paysan, comme exprimant la politique internationale et internationaliste de celui-ci, en opposition aux politiques nationalistes des partis bourgeois et des directions ouvrières qui collaborent avec la bourgeoisie.

A cette agitation doit être liée une lutte systématique pour l'évacuation des territoires occupés par l'armée française, pour la libération des prisonniers de guerre et contre toute annexion et indemnité. Les peuples, y compris le peuple allemand, doivent pouvoir disposer librement d'eux-mêmes.

Des campagnes sur ces questions de solidarité prolétarienne internationale (comme les campagnes que nous avons déjà menées et que nous devons intensifier pour le soutien des peuples coloniaux et de leurs révoltes) sont tout aussi importantes et peuvent être tout aussi fructueuses pour le développement du parti que les campagnes sur les revendications immédiates de salaire et de ravitaillement.

Le problème de la liaison entre les ouvriers et les paysans qui trouve actuellement une expression particulièrement sensible dans la question du ravitaillement, avec laquelle le capitalisme qui exploite les ouvriers et les petits paysans, cherche à les dresser les uns contre les autres — nécessite que le Parti trace les grandes lignes d'un programme paysan. Celles-ci devront être élaborées dans les mois qui viennent par les militants du Parti plus particulièrement avertis des problèmes paysans et soumises à une discussion de tout le Parti.

L'opportunisme contre le développement du parti

La politique préconisée par l'aile droite est incapable de gagner les larges couches de l'avant-garde et de la classe ouvrière au programme de la IV^e Internationale.

a) « *Le Parti, dit-elle, doit lutter contre la bourgeoisie, accessoirement contre le stalinisme* ». Sans poser justement le problème de la lutte contre le stalinisme il sera impossible de construire le P. C. I. La droite considère qu'à tra-

Trotsky « *Gouvernement Blum-Cachin* », la concrétisation du mot d'ordre de gouvernement ouvrier paysan.

Le deuxième Congrès du Parti a justement condamné l'interprétation du mot d'ordre donnée par la minorité, qui demande aux partis traditionnels de la classe ouvrière, d'appliquer leur programme, c'est-à-dire un programme de remise sur pied de l'économie bourgeoise par un travail accru des masses populaires et le pillage de l'Allemagne et ce dans le cadre du parlementarisme.

Une telle conception et une telle définition du mot d'ordre « *gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.* » sont fausses, *quelle que soit l'analyse que l'on peut donner de la situation*. Elles ne feraient que donner aux masses travailleuses une idée fautive de ce que doit être une rupture réelle de la coalition et renforceraient inévitablement dans leur sein les illusions dans les partis ouvriers et dans les possibilités parlementaires.

Si les résultats électoraux sont pour les révolutionnaires un symptôme non négligeable de l'appréciation du rapport entre les classes, subordonner comme le fait la minorité, la défense du mot d'ordre « *Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.* » à l'existence d'une majorité parlementaire, c'est faire du critère électoral l'expression décisive du rapport entre les classes, critère que, bien entendu, les bolchevicks ne peuvent que rejeter.

Défendre le mot d'ordre « *Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.* » en lui donnant un contenu parlementaire, c'est défendre un gouvernement *bourgeois* (Gouvernement travailliste anglais). C'est abandonner notre position révolutionnaire d'opposition irréductible à tout gouvernement de la bourgeoisie.

Les mots d'ordre de notre programme de transition sont antibourgeois et anticapitalistes. Par suite, leurs réalisations effectives et durables ne sont pas concevables dans le cadre du régime capitaliste. Ils tendent tous au renversement révolutionnaire de ce régime. De même que lors de crises gouvernementales de la précédente législature, nous avons fait dépendre une amélioration effective du sort des masses travailleuses, du contrôle ouvrier sur la production et la répartition, de l'existence du *Gouvernement ouvrier paysan*, nous devons montrer qu'une rupture effective de la coalition réalisée par l'action des masses, doit trouver sa concrétisation la plus politique à l'étape actuelle dans la formation de ce *Gouvernement ouvrier paysan*. Ce mot d'ordre de « *Gouvernement Ouvrier Paysan* » est le plus en avant de nos mots d'ordre de transition.

Ce mot d'ordre conserve sa place, toute sa place dans notre propagande et notre agitation à une période où la bourgeoisie n'a pu éviter l'ouverture de grandes luttes ouvrières que grâce à la collaboration des partis traditionnels et où le rapport de forces reste très en faveur de la classe ouvrière.

Nous pouvons d'autant mieux faire comprendre la nécessité de la rupture de la coalition (qui, sur le plan gouvernemental ne peut signifier à l'étape actuelle que chasser les ministres bourgeois et non pas leur laisser le champ libre) que les masses commencent à entrevoir l'usage que la bourgeoisie a fait et fera de la collaboration des chefs ouvriers et de leur propre passivité.

Dans la situation présente, chacune des revendications, chacune des luttes économiques pose immédiatement des problèmes politiques de la plus haute importance. La situation permet à notre Parti de mettre en avant un grand nombre des mots d'ordre de notre programme transitoire, mots d'ordre qui, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de la classe ouvrière, concluent invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat et qui, à cette fin, s'efforcent de dresser face au pouvoir bourgeois, les organes plus ou moins développés du pouvoir prolétarien.

Nous réclamons la garantie, par l'échelle mobile, de la revalorisation des salaires, traitements et retraites. A cette occasion, nous apprenons aux travailleurs à se méfier des statistiques et statisticiens de la bourgeoisie et nous les appelons à ne faire confiance qu'à leur propre commission de l'indice du coût de la vie. De même pour mettre en échec le patronat qui refuse les augmentations de salaires, comme pour arrêter l'augmentation des prix, nous suggérons l'ouverture des livres de compte et leur contrôle par des délégués ouvriers, c'est-à-dire dans les faits, la dualité du pouvoir à l'usine.

A la conception stalinienne et réformiste d'une reprise résultant d'un effort accru de la classe ouvrière dans les cadres de l'économie bourgeoise, nous opposons l'application d'un plan de production élaboré par la C.G.T. et appliqué sous le contrôle des Comités ouvriers, c'est-à-dire, dans les faits la réalisation de la dualité de pouvoir dans tout l'appareil économique.

Nous faisons nôtre le mot d'ordre de nationalisations, mais nous précisons bien que la classe ouvrière devra les réaliser sous son contrôle et de cette façon nous nous efforçons de créer la dualité entre les fonctionnaires de l'Etat bourgeois et les comités ouvriers.

De même en ce qui concerne le ravitaillement, la rupture de la coalition signifie la lutte de tous les travailleurs pour opposer le contrôle populaire sur le ravitaillement, c'est-à-dire là encore, création de la dualité de pouvoir entre les organismes bureaucratiques bourgeois et les organismes populaires.

Le Parti doit mettre à l'ordre du jour de son activité propagandiste la reconstruction des milices ouvrières. Les ouvriers feront l'expérience de leur nécessité dans les luttes extra parlementaires qui vont se développer.

Dans l'esprit et en liaison avec les formes concrètes que prend notre politique de rupture de la coalition, le mot d'ordre « *Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.* », garde toute sa valeur. Au cours de la législature précédente, le Parti et particulièrement *La Vérité* ont fait remarquer que les partis ouvriers avaient aussi la majorité au Parlement ; il s'agissait là d'utiliser un argument supplémentaire pour bien faire comprendre aux masses travailleuses la volonté des dirigeants traîtres de maintenir à tout prix la coalition avec la bourgeoisie, mais nullement de subordonner la formation d'un gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. à l'existence d'une majorité de ces partis au Palais-Bourbon. Pour la majorité de notre parti, le mot d'ordre « *Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.* » est, comme l'était en 1935 la formule de

vers la lutte contre la bourgeoisie en combat accessoirement le parti stalinien. Ainsi l'échelle mobile est une revendication de défense du pouvoir d'achat des masses laborieuses, contre la hausse du coût de la vie. Dans ce sens, il est évident que comme tous les mots d'ordre elle est dirigée contre le patronat. Mais le problème fondamental se pose : comment faire prendre conscience à la classe ouvrière de la nécessité de combattre pour l'échelle mobile ?

Pour faire prendre conscience de cette nécessité, il faut démolir un par un tous les arguments mis en avant par le P. C. F. C'est-à-dire que, pour que la classe ouvrière puisse engager des combats contre le patronat, il faut abattre, démolir toute l'idéologie stalinienne. En d'autres termes, il faut faire prendre conscience à la classe ouvrière du rôle objectif que joue le P. C. F., à savoir celui de soutien de tout l'édifice capitaliste. La lutte contre le stalinisme, ce n'est pas l'accessoire, c'est l'aspect le plus important du combat pour la construction du Parti révolutionnaire. Le P. C. I. et le P. C. F. doivent être clairement caractérisés et délimités devant la classe ouvrière.

b) *Nationalisations.* Dans la résolution politique présentée au II^e Congrès de la minorité, il est écrit : « Pour assurer la stabilité de leur économie, les pays européens ruinés recourent à des nationalisations. En France, comme en Angleterre, ces nationalisations qui constituent une des bases essentielles de la collaboration entre les bureaucraties ouvrières et les maîtres du capitalisme n'ont pas les bases du profit capitaliste, mais au contraire cherchent à ranimer l'économie en créant un secteur stable. Les nationalisations seront réclamées à juste titre par la classe ouvrière car leur réalisation sur une grande échelle modifierait la base des rapports sociaux entre le grand capital et la masse laborieuse dans un sens révolutionnaire (1). Mais présentées comme de simples mesures techniques et limitées à certains secteurs déficitaires ou secondaires dans la machine capitaliste (aux banques de dépôt par exemple dans la nationalisation du crédit en France) elles constituent un moyen supplémentaire aux mains des monopoles capitalistes. Elles serviront surtout à justifier et à préparer une offensive croissante contre les salaires. »

Les nationalisations qui « n'ont pas les bases du profit capitaliste » ne peuvent modifier dans un sens révolutionnaire la base des rapports sociaux entre les classes. Nos camarades droitiers peuvent expliquer que ce passage est une simple erreur. En réalité, une erreur qui se répète sur chaque problème constitue une ligne politique. Les nationalisations telles qu'elles ont été faites ne peuvent modifier en aucune façon dans un sens révolutionnaire les rapports entre les classes. Ce n'est pas un problème de la quantité de telles nationalisations ; toutes les banques de dépôt pourraient être nationalisées comme les quatre grandes banques, cette nationalisation n'entamerait en rien les bases du profit capitaliste et elles continueraient à préparer et à justifier une offensive contre les salaires. De telles nationalisations laissent les banques entre les mains des monopoles ; tant dans leur gestion que dans leur orientation, elles servent uniquement les intérêts du capital. Seules les nationalisations sous contrôle ouvrier, sans indemnité ni ra-

chat, peuvent révolutionner les rapports entre les classes. Sur ce problème des nationalisations la droite tente seulement de rendre plus gauche la politique stalinienne : « Il n'y a que quatre grandes banques nationalisées, il faut les nationaliser toutes. »

c) *Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.* Au II^e Congrès du P. C. I., les camarades de la minorité ont développé le mot d'ordre : gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. sous un angle purement opportuniste. « Nous demandons aux partis ouvriers de rompre la coalition pour appliquer leur programme, sans quoi il feront la preuve qu'ils ont une fois de plus manqué à leurs promesses et fait le jeu de la bourgeoisie. Il ne faut semer aucune illusion concernant l'efficacité d'un éventuel gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. ou le contenu du programme de la délégation des gauches. Mais il ne faut pas non plus avoir l'obsession de se « délimiter ». En réalité comme nous l'avons déjà dit plus haut, tout le contenu de mobilisation révolutionnaire des masses pour imposer un gouvernement P. S.-P. C.-C. G. T. est ici édulcoré. Nous estimons que les masses ne peuvent se mobiliser pour le programme des partis ouvriers, pour le programme de la délégation des gauches. Ce programme est celui de la collaboration de classes et d'une politique anti-ouvrière. Seuls les mots d'ordre que nous mettons en avant : minimum vital, échelle mobile, contrôle ouvrier, sont susceptibles de mobiliser les masses.

D'ailleurs, quand les masses entreront en action elles ne le feront en aucun cas sur le programme réel du P. C. F. et du P.S., mais sur ce qu'elles supposent être le programme de ceux-ci, à savoir

un programme donnant satisfaction à leurs revendications. Ainsi, confusément la lutte des masses pose la réalisation du programme que nous mettons en avant. Mettre en avant le mot d'ordre du gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. sur le programme de ces partis, c'est en définitive couper toute mobilisation des masses pour qu'elles l'imposent dans l'action. Aujourd'hui la position de nos camarades droitiers éclaire considérablement la discussion qui s'est poursuivie au dernier Congrès. Selon la minorité il faut abandonner le mot d'ordre du gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. sous prétexte que les partis ouvriers n'ont plus la majorité au sein du parlement. Il n'est pas de meilleure illustration de l'adaptation de la minorité à la politique du P.C.F., qui entretient les illusions démocratiques dans les masses.

d) *Sur quelles lignes se rattache la déviation des camarades de la minorité ?* A l'égard de la lutte contre le stalinisme, les nationalisations, le referendum et le gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. nous apercevons que toujours la droite dévie sur une ligne d'adaptation au stalinisme, sur une ligne opportuniste. Une telle politique est incapable de cristalliser autour du P. C. I. les couches de l'avant-garde qui suivent le P. C. F. Les militants qui ont seulement des doutes dans « leur parti » n'abandonneraient pas le P. C. F. pour adhérer à un P.C.I. dont la politique serait une démarcation à la gauche du stalinisme. Pour comprendre la nécessité de construire avec nous le Parti révolutionnaire, le militant d'avant-garde doit comprendre nettement la rupture fondamentale existant entre le programme de la IV^e Internationale et le programme du stalinisme.

III.— La construction du parti révolutionnaire

Le problème de la construction du parti révolutionnaire en France se pose en termes concrets nouveaux.

Pour la première fois le parti connaît un recrutement qui n'est pas le fait du travail individuel, mais qui est l'expression d'un courant encore petit, mais indéniable, qui vient se cristalliser dans les rangs du parti révolutionnaire.

Ce phénomène, qui est aussi un aspect de la montée révolutionnaire, ouvre des perspectives plus grandes, mais pose en même temps des tâches plus difficiles que jamais.

Tout en continuant à renforcer et développer ses liaisons avec la classe ouvrière, par son activité quotidienne, le parti doit parvenir à assurer l'homogénéisation, l'assimilation par ses nouveaux membres du programme bolchévik léniniste.

I. — Formation des cadres.

Le travail de masse ne donnera de résultats stables, le recrutement et les progrès qu'il assurera ne seront définitivement acquis que s'il s'accompagne d'un travail en profondeur pour la for-

mation des cadres du parti, élevant leur niveau théorique et assurant ainsi la sélection la meilleure d'une direction du parti.

Jusqu'à présent le recrutement a soulevé immédiatement des difficultés dans le domaine de l'organisation (nécessité de permanents, de déplacements plus nombreux, etc.) ; mais ce n'est qu'un aspect secondaire d'un problème beaucoup plus sérieux. Il est normal qu'à toute période, un parti marxiste recrute, sur la base de son programme d'action, des militants révolutionnaires ardents, mais pas nécessairement très éduqués et qu'il poursuive leur éducation dans le sein même du parti, notamment dans l'élaboration de sa politique quotidienne. Le grand nombre d'années pendant lesquelles les vieilles directions ont constamment menti aux travailleurs ne sont pas passées sans laisser des traces dans la conscience ouvrière. Même les meilleurs militants, qui viennent à nous après ces années, tout en comprenant fondamentalement la trahison des directions, ne peuvent pas ne pas avoir, sur une foule de questions de programme, de stratégie ou de tactique, des idées fausses et vagues.

Ce problème d'assimilation d'un re-

(1) Souligné par nous.

crutement qui atteint à présent 20 % des effectifs du parti et qui peut fort bien s'élever d'ici peu à 50 ou 100 % et même plus, n'est pas une question de camaraderie ; c'est un problème politique compliqué qui comporte inévitablement des crises ; sa résolution avec le minimum de crises est avant tout fonction de la force politique du parti en général, de ses cadres et de sa direction en particulier. Ces difficultés de croissance sont accentuées par le fait que la section française de la IV^e Internationale est celle qui a le plus progressé sur la voie qui mène du cadre de cercle propagandiste au parti lié aux masses et qu'aucun membre de la direction internationale ou nationale ne possède une expérience vécue dans ce domaine.

La formation des cadres nécessite une multiplicité d'efforts du parti, sous forme d'école de cadres, de cours du militant, par la publication d'une revue théorique, etc.

2. — La lutte contre le centrisme.

Ce travail d'éducation théorique et politique acquiert son importance la plus actuelle dans la lutte contre le centrisme, où dans les conditions présentes, viennent se placer non seulement des militants mais d'importantes couches ouvrières en rupture politique avec les vieilles directions et à la recherche d'une nouvelle orientation.

Le rythme lent du développement de la situation a laissé ouverte la question de la formation d'un parti centriste. Ce rythme lent s'oppose, il est vrai, à une progression plus rapide de notre parti, mais il travaille d'autre part en notre faveur en ce sens qu'il nuit à la cristallisation de courants centristes en une formation indépendante qui pourrait recruter temporairement beaucoup plus que nous et ainsi entraver considérablement notre développement.

La lutte la plus acharnée contre le centrisme doit être menée par le parti pour faciliter l'assimilation des nouveaux adhérents. A côté d'une lutte théorique intense et de l'éducation des cadres jusqu'alors trop négligée, il est absolument indispensable que le parti mette en œuvre la conception qui, en fait, a présidé au travail au sein des organisations telle que le P.S. Au lieu de subordonner cette activité au travail indépendant du parti, conformément aux décisions votées par le dernier Congrès, ce travail a été mené d'une façon qui 1^o considérait l'activité du parti comme accessoire par rapport au travail dans les courants centristes et 2^o orientait ce travail principalement dans des opérations de sommet.

D'autant plus fautive que le parti et la J.C.I. sont en essor et recrutent comme jamais ne l'ont fait jusqu'à présent nos organisations, cette conception a abouti à arrêter le développement politique au sein de la J.S., et à favoriser le chantage de l'U.J.R.F. auprès des J.S. dans le Front antifasciste de la jeunesse contre notre organisation.

Le temps que nous avons devant nous

doit servir au renforcement maximum de notre parti et contre toute cristallisation organisationnelle des courants centristes ; une telle opération, si elle se produisait, loin d'aider à la construction du parti révolutionnaire, susciterait les plus grands obstacles à celui-ci. Avec une orientation claire et une direction précise, il importe que le maximum d'éléments centristes évoluant vers la gauche soit dirigé vers notre parti où nous pourrions alors mieux les assimiler et en faire des bolchevicks-léninistes.

✱

La lutte pour la défense à l'extérieur du programme b-1. doit être accompagnée d'une lutte pour la défense du même programme b-1. au sein du parti.

Les difficultés internes du P.C.I. ne sont pas isolées de celles qui existent dans toute l'organisation internationale, à des degrés divers et sous des formes variables. Le développement de la IV^e Internationale passe à présent, de façon variable suivant les pays par une lutte pour le triomphe d'une politique marxiste contre les courants et tendances qui, sous la pression de forces de classe étrangères au prolétariat mettent en cause le rôle même du parti.

Il est absolument indispensable, pour un sain développement du parti, que celui-ci agisse en liaison très étroite avec les courants marxistes dans les autres sections de l'Internationale ; qu'il combatte impitoyablement toutes les manifestations par lesquelles s'expriment le dédain envers notre théorie dans notre action quotidienne (« c'est un problème tactique, la doctrine n'a rien à voir là-dedans ») ; le dédain envers la tradition de notre organisation (nous visons là des propos suffisants à l'égard de l'activité d'avant-guerre), l'éclectisme ou l'opportunisme dans les analyses, le scepticisme envers la classe ouvrière (« la dépolitisation » de la classe), le mépris des règles d'organisation, etc. Dans tous ces domaines, le Congrès de février 1946 n'a été que le début pour une ferme orientation du parti, tant dans le domaine politique que dans le domaine de l'organisation. Beaucoup reste encore à accomplir sur cette voie ; toutes les branches d'activité du parti devant être sous le contrôle de la direction et non des domaines indépendants d'activité de tel ou tel camarade.

La lutte contre le centrisme nécessite dans le parti la lutte contre les tendances qui, sous prétexte de sectarisme, abandonnent toute intransigeance principielle et réduisent la politique du parti à une succession de tactiques arbitrairement établies au cours des situations changeantes.

3) Prolétarianiser le Parti.

Tant que le parti n'aura pas recruté plus largement et ne possèdera pas, à tous les échelons, une composition prolétarienne prédominante, la pression des organisations qui, elles-mêmes, expriment la pression des classes ennemies dans le prolétariat s'exercera très dangereusement pour le parti.

Le recrutement et l'activité générale du parti doivent viser avant tout à gagner des couches prolétariennes dont la

stabilité est indispensable à l'équilibre du parti ; cette prolétarianisation doit trouver également une expression dans les organismes de direction du parti.

Vers la jeunesse prolétarienne

Il faut renforcer et extérioriser la J. C. I. : Cette organisation peut connaître un essor rapide car elle s'adresse à une couche très sensible du prolétariat, la plus susceptible de rejoindre notre programme et de s'organiser sous le drapeau de la IV^e Internationale. La J. C. I. ne peut être considérée comme un appendice du parti ; c'est une organisation autonome qui reçoit l'appui le plus vigoureux de tout le parti. Il importe aussi que la J. C. I. soit étroitement liée au travail d'entreprise du parti.

La conquête des masses

Il faut souligner tout d'abord que le P. C. I. a, dans l'application concrète du programme de transition, effectué un bon départ dans une agitation aussi large que ses moyens le lui ont permis pour un salaire vital et pour le pain, puisque sur ces questions il a obligé les grandes organisations à tourner. Mais ce point de départ ne doit pas nous faire oublier tout d'abord que ces revendications sont seulement un pont vers des revendications transitoires et ensuite que la tâche du parti doit viser à acquérir les forces suffisantes non pas pour que les grandes organisations tournent autour des revendications agitées par nous et étouffent bureaucratiquement la volonté de combat des masses, mais pour prendre en main la direction du mouvement ouvrier. Il est évident que ce sont là des tâches d'une difficulté incomparablement plus grandes qu'une campagne électorale.

Il s'agit à la fois de trouver les formules d'agitation appropriées aux circonstances nouvelles et, dans certains cas, des modalités d'action appropriées à nos forces. Ce dernier point est de beaucoup le plus important et le plus difficile pour la direction du parti. La propagande et l'agitation sur des mots d'ordres justes peuvent nous assurer l'oreille des masses, mais nous ne gagnerons leur confiance comme direction que si nous parvenons, en des circonstances précises, à leur montrer que nous sommes capables de faire une action juste, proportionnée aux circonstances et à nos forces.

Il n'est pas possible, dans une thèse générale, d'examiner concrètement cette question ; mais il importe que tout le parti, de la direction jusqu'à la base en comprenne l'importance. Nous sommes dans une situation où, plus encore que la propagande et l'agitation même si elle s'étend à plusieurs millions de travailleurs comme nous venons de le faire au cours de la campagne électorale, une action appropriée, dans un quartier, dans une usine, etc., peut exercer une influence extraordinaire sur des millions de travailleurs et permettre au parti de s'inscrire réellement dans la lutte de classes comme la véritable direction du prolétariat. Une action comme celle des travailleurs des

brasseries lilloises, mettant en route leur entreprise, pourrait avoir bien plus de portée pour faire pénétrer les mots d'ordre de contrôle ouvrier et de gestion ouvrière que toute notre agitation passée.

En insistant sur ce point pour faire comprendre comment le parti peut, par la combinaison de la propagande, de l'agitation et de l'action, intervenir dans la marche de l'histoire, nous répétons qu'il s'agit pour chaque membre et chaque organisme du parti de bien assimiler ces idées afin de savoir les mettre, le cas échéant, en application, mais qu'il ne s'agit nullement de rechercher ou de monter artificiellement des actions indépendamment des circonstances réelles.

Cette orientation, notamment du fait

de l'importance des luttes à venir dans les usines, donne au *travail d'entreprise* du parti une place essentielle dans son activité. Une résolution spéciale sera par conséquent consacrée à cette question ; nous nous bornerons ici à dire que le travail syndical du parti ne constitue qu'une partie de notre travail d'entreprise ; il n'existe pas de formule définitive pour fixer exactement la place de l'un dans l'autre ; c'est une fonction qui évolue avec la situation elle-même.

Le travail syndical du parti — renforcement de l'opposition révolutionnaire dans la C. G. T. — est une tâche d'autant plus nécessaire qu'il s'agit par elle de contrebattre les trahisons des dirigeants et les tentatives scissionnistes des anarcho-syndicalistes. Mais

ce travail syndical doit aussi aider à propager l'idée de comités et à en aider la constitution au cours des luttes ouvrières.

Sur la base de l'orientation déterminée par la Conférence internationale et par ce Congrès, telle que formulée dans ce texte, le troisième congrès du P. C. I. appelle tous les membres du parti à intensifier le recrutement pour le parti et pour la J. C. I., à assurer la diffusion la plus large de *La Vérité*, à multiplier leurs efforts pour consolider les résultats déjà obtenus et les accroître et ainsi faire du P. C. I. l'organisation reconnue par de larges couches travailleuses comme le parti révolutionnaire du prolétariat.

Juillet 1946.


ENTREPRISE DE PRESSE
100, r. Réaumur - Paris (2^e)
M. MARY, Imprimeur
13-7610